



République Française

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE CRUSEILLES

LE 17 FEVRIER 2026

Le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Cruseilles, dûment convoqué le mercredi 11 février 2026, s'est réuni dans la salle consulaire de la Communauté de Communes du Pays de Cruseilles – 268, route du Suet - 74350 CRUSEILLES, sous la présidence de M. Xavier BRAND, Président

Etaient présents ou représentés :

Commune d'Allonzier la Caille

Mme Claire MEGARD, Mme Cécilia HORCKMANS, Mme DE REYDET Rebecca

Commune d'Andilly

M. Gérard LACROIX (Suppléant)

Commune de Cernex

M. Vincent TISSOT, Mme Agnès RICHARD

Commune de Cercier

M. Patrice PRIMAULT

Commune de Copponex

M. Julian MARTINEZ, Mme Geneviève NIER *procuration*

Commune de Cruseilles

Mme Sylvie MERMILLOD, Mme Sonia BRIFFAZ *procuration*, Mme Chrystel BUFFARD, M. Bernard DESBIOLLES, Mme Valérie PERAY, M. Jean PALLUD, M. Jérôme JONFAL *procuration*, M. Claude ANTONIELLO

Commune de Cuvat

Mme Julie MONTCOUQUIOL, M. Philippe CLERJON

Commune du Sappey

M. Pierre GAL

Commune de Menthonnex-en-Bornes

M. Guy DEMOLIS, Mme Nathalie HENRY *procuration*

Commune de Saint-Blaise

Mme Christine MEGEVAND

Commune de Villy le Bouveret

M. Jean-Marie TERRASSON (Suppléant)

Commune de Villy le Pelloux

Mme Charlotte BOETTNER

Commune de Vovray-en-Bornes

M. Xavier BRAND

Quorum : nombre total de délégués en exercice 28 ; présents ou représentés : 26 ; Absents : 2

Secrétaire de séance : Mme Sylvie MERMILLOD

Date d'affichage : 19 FEV. 2026

OBJET : RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

Vu l'exposé de Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Pays de Cruseilles,

La loi d'Administration Territoriale de la République (ATR) de 1992 a imposé la tenue d'un débat d'orientation budgétaire (DOB) dans les deux mois précédant le vote du budget primitif pour les communes de plus de 3 500 habitants et pour les intercommunalités disposant d'une commune de plus de 3 500 habitants.

Plus récemment, l'article 107 de la loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a modifié les articles L 2312-1, L 3312-1, L 5211-36 du CGCT relatifs au DOB en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat.

Monsieur le Président expose les grandes lignes du rapport d'orientation budgétaire joint en annexe.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2312-1 ;

Vu le rapport d'orientation budgétaire de la collectivité annexé ;

**Le Conseil Communautaire
de la Communauté de Communes du Pays de Cruseilles,
entendu l'exposé de son Président, après en avoir délibéré,**

➔ **PREND ACTE** de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire relatif à l'exercice 2026

La Secrétaire de Séance
Sylvie MERMILLOD



Le Président
Xavier BRAND



Acte certifié exécutoire le : 19 FEV. 2026

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026

Pays de
Cruseilles

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Table des matières

1. Préambule	3
2. Contexte économique et financier	4
<u>1.</u> Prévisions de croissance et d'inflation	4
<u>2.</u> Dette et déficit public	5
<u>3.</u> Taux d'intérêts	6
<u>4.</u> Trajectoire des finances locales	7
3. Principales mesures du Projet de Loi de Finances 2026	10
<u>1.</u> Dotation globale de fonctionnement	10
<u>2.</u> DILICO	10
<u>3.</u> Fraction de TVA et FCTVA	10
<u>4.</u> Autres	10
4. Situation démographique et financière de la communauté de communes du Pays de Cruseilles	11
<u>1.</u> Evolution démographique	11
<u>2.</u> Evolution financière – budget principal	13
<u>3.</u> Evolution financière – budget eau	27
<u>4.</u> Evolution financière – budget assainissement	33
5. Orientations budgétaires	39
<u>1.</u> Orientations budgétaires – budget principal	39
<u>2.</u> Orientations budgétaires – budget eau	45
<u>3.</u> Orientations budgétaires – budget assainissement	47
6. Informations en matière de personnel	49
7. Glossaire	50

1. Préambule

Le Débat d'Orienta**ti**on Budgétaire (DOB) constitue une étape obligatoire du cycle budgétaire annuel des EPCI comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants (*article L. 5211-36 du CGCT*).

En cas d'absence de DOB, toute délibération relative à l'adoption du budget primitif est illégale. Sa tenue doit avoir lieu dans les deux mois précédant le vote du budget primitif.

La loi NOTRe a précisé et renforcé les conditions de débat et de présentation des orientations budgétaires. Désormais, conformément aux articles L.2312-1, L.3312-1 et L.5211-36 du Code général des collectivités territoriales, l'exécutif doit présenter à son assemblée délibérante un rapport sur :

- Les évolutions prévisionnelles des recettes et des dépenses de fonctionnement en précisant les hypothèses d'évolution retenues ;
- L'évolution des dépenses de personnel, la structure des effectifs, la durée effective du travail, les avantages en nature ... ;
- Les caractéristiques et l'évolution de la dette contractée ;
- Les engagements pluriannuels envisagés, notamment en matière d'investissement.

Ce rapport doit faire l'objet d'un vote de l'assemblée actant ainsi de la tenue du débat et de l'existence du rapport, être transmis au représentant de l'Etat dans le département et faire l'objet d'une publication ou d'une mise en ligne sur le site internet de la collectivité pour une bonne information du public. Il doit également être transmis aux communes membres dans un délai de quinze jours à compter de son examen par le conseil communautaire.

2. Contexte économique et financier

Les orientations budgétaires 2026 sont établies dans un contexte politique incertain. Le projet de budget a été adopté fin janvier dans un contexte d'instabilité politique et de rapports de force renouvelés.

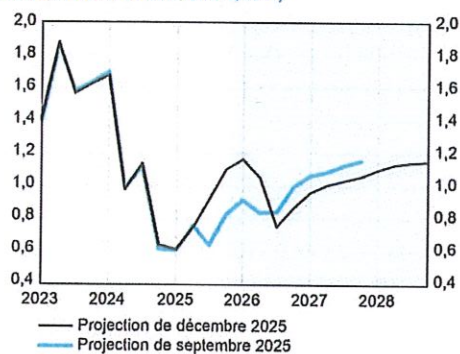
1. Prévisions de croissance et d'inflation

Le contexte international reste encore complexe de par les conflits en Ukraine et au Proche-Orient qui pourraient impacter les approvisionnements énergétiques en pétrole et en gaz et de par les politiques commerciales des Etats-Unis et de la Chine qui pourraient peser sur la croissance du PIB français.

La croissance française de 2025 devrait s'établir à 0.7% elle augmenterait ensuite modérément pour atteindre 0.9% en 2026 et 1.1% en 2027, tirée par un raffermissement de la consommation des ménages et une reprise de l'investissement privé, tandis que la contribution du commerce extérieur serait quasi nulle sur ces deux années.

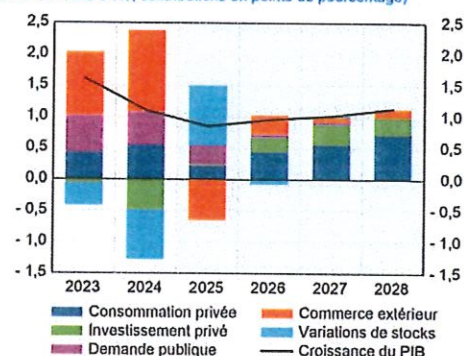
Graphique 1 : Croissance du PIB réel

(glissement annuel de séries trimestrielles, en %)



Graphique 2 : Contributions à la croissance du PIB réel

(croissance annuelle en %, contributions en points de pourcentage)



Source : Banque de France – Projections macroéconomiques – Décembre 2025

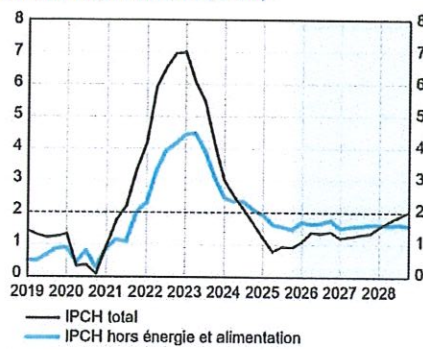
L'incertitude sur la politique budgétaire en 2026 pourrait renforcer les comportements attentistes des entreprises et des ménages. A cela s'ajoutent des incertitudes subsistantes sur l'application de l'accord commercial entre les Etats-Unis et l'Union Européenne, notamment pour certains droits de douane sectoriels (*pharmacie, semi-conducteurs, agroalimentaire*). Tous ces éléments pourraient donc jouer en défaveur du taux de croissance.

L'inflation se normaliserait en 2025 à 1%, inférieure aux prévisions de la loi de finances initiale, après une hausse de 5.7% en 2023 et de +2.3% en 2024. Cette faible inflation se justifie par une contribution négative de l'inflation énergétique et la baisse des cours du pétrole en début d'année. Les produits alimentaires seraient cependant affectés par les négociations commerciales. Les coûts des services observeraient également une augmentation, et cela, malgré un ralentissement des salaires.

En 2026 et 2027, l'inflation atteindrait respectivement 1.3% et 1.8%. L'inflation (*hors énergie et alimentation*) poursuivrait sa décrue pour atteindre 1.7% en 2025 puis 1.6% en 2026 et 2027. La progression prévisionnelle des salaires supérieure à celle des prix permettrait une reprise progressive de la consommation des ménages. Des pressions pourraient toutefois persister en raison du climat, de l'énergie et de la réindustrialisation verte.

Graphique 3 : IPCH et IPCH hors énergie et alimentation

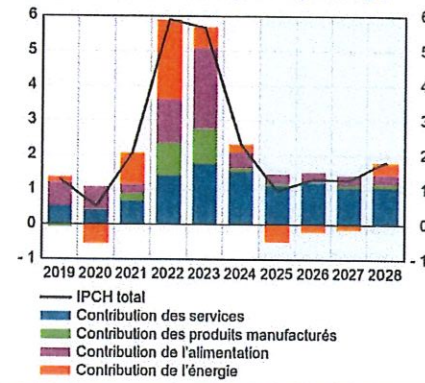
(glissement annuel de séries trimestrielles, en %)



Note : IPCH, indice des prix à la consommation harmonisé.

Graphique 4 : Dé

(croissance annuelle en %, contributions en points de pourcentage)

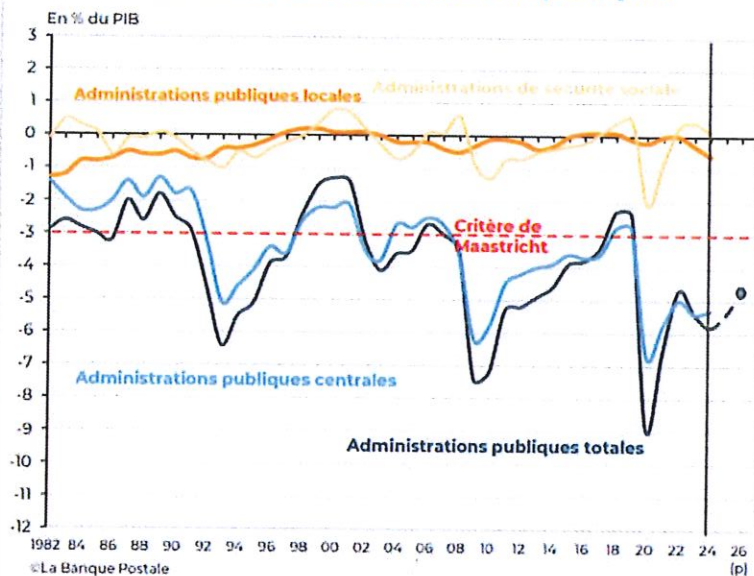
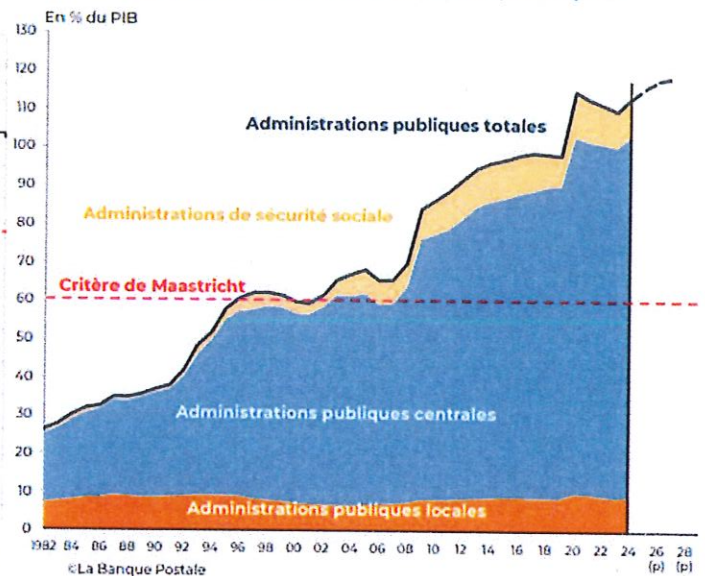


Source : Banque de France – Projections macroéconomiques – Décembre 2025

En prévision, l'inflation totale en France devrait rester inférieure à l'inflation de la zone euro, avec de nouveau une contribution importante des services.

2. Dette et déficit public

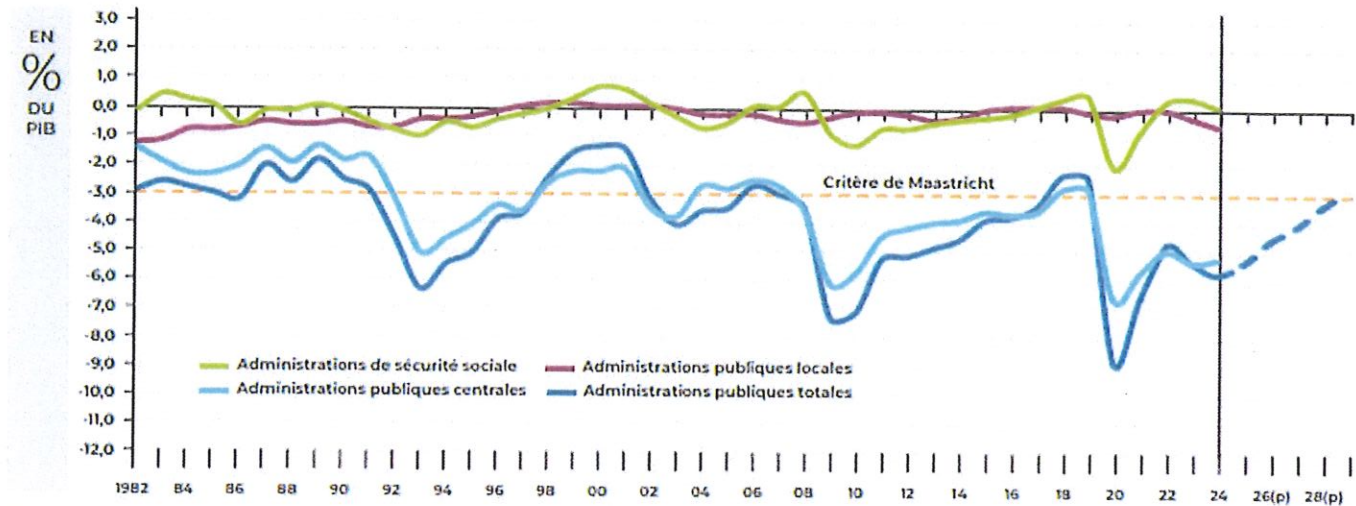
Le déficit public de la France a atteint 5.8% du PIB en 2024. Il s'agit du déficit le plus élevé de la zone euro. En 2025, le classement resterait identique avec un déficit prévu à 5.4%.

Le déficit des administrations publiques**La dette des administrations publiques**

Source : La Banque Postale – DOB en instantané 2026

Cela s'explique par un solde public plus dégradé que celui de la zone euro dans son ensemble de par une politique budgétaire française tournée vers une hausse des dépenses publiques pour répondre aux différentes crises. La dépense publique (*hors crédit d'impôts*) devrait augmenter en 2025 comparativement à 2024, à plus de 56%.

Le déficit public de l'Etat est la résultante des déficits des différentes administrations publiques.



Source : Insee (Comptes nationaux Base 2020) jusqu'en 2024 puis prévisions du Gouvernement (avril 2025).

Source : La Banque Postale – Note de conjoncture – Septembre 2025

La dégradation du déficit public entraîne celle de la dette publique. Début 2025, la dette publique a atteint près de 3 346 milliards d'euros soit 114% du PIB.

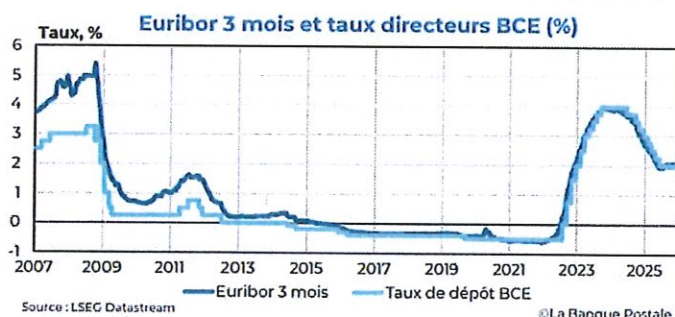
Cette dette représenterait des charges d'intérêts d'emprunt d'environ 55 milliards d'euros, soit 9.5% du budget de l'Etat. La charge de la dette pourrait devenir le premier poste de dépense devant l'éducation et la défense.

3. Taux d'intérêts

L'inflation en zone euro est globalement revenue à la cible de 2% de la BCE (2.4% en moyenne en 2024 et 2.1% en 2025). Cela a donc permis la normalisation des taux directeurs par la BCE.

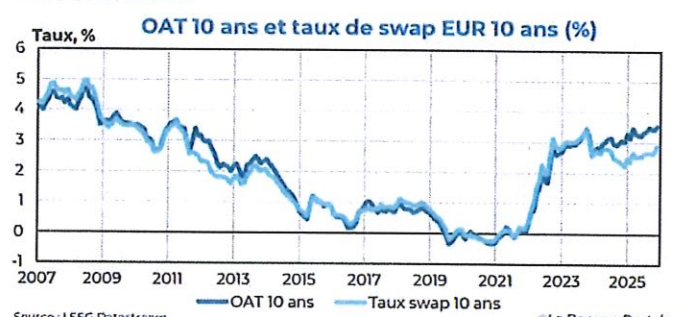
En France, le contexte d'instabilité politique continue de jouer sur le niveau du taux à 10 ans OAT ; il atteint 3.6% fin 2025 contre 3% fin 2024.

Évolution des taux d'intérêt



Source : LSEG Datastream

© La Banque Postale



Source : LSEG Datastream

© La Banque Postale

Source : La Banque Postale – DOB en instantané 2026

4. Trajectoire des finances locales

Finances locales en 2025

SECTION DE FONCTIONNEMENT	24/23 %	2024 Md €	25/24 %	2025p Md €	FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT	24/23 %	2024 Md €	25/24 %	2025p Md €
RECETTES DE FONCTIONNEMENT (1)	+ 2,6	277,5	+ 2,2	283,7	DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (4)	+ 6,4	79,7	+ 1,2	80,6
Recettes fiscales	+ 1,9	176,9	+ 2,4	181,1	financées par :				
Dotations et compensations fiscales	+ 0,1	40,5	- 0,1	40,5	• Autofinancement (5)=(3)-(9)	- 3,9	44,9	- 1,6	44,2
Participations	+ 7,0	16,4	+ 1,7	16,7	• Recettes d'investissement (6)	+ 4,0	27,0	+ 3,6	28,0
Produit des services	+ 5,3	27,5	+ 5,3	28,9	• Flux net de dette (7) =		+ 7,8		+ 8,5
Autres	+ 7,4	16,3	+ 1,7	16,6	• Emprunts nouveaux*	+ 28,0	26,8	+ 3,6	27,7
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (2)	+ 3,7	235,6	+ 2,5	241,4	• Remboursements* (8)	+ 1,3	19,0	+ 1,4	19,2
Dépenses de personnel	+ 4,2	83,0	+ 3,3	85,8	VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT (9)	-	- 3,0	-	- 1,9
Charges à caractère général	+ 5,7	60,6	+ 1,6	61,6	ENCOURS DE DETTE au 31/12	+ 3,8	212,7	+ 4,0	221,2
Dépenses d'intervention	+ 2,3	80,6	+ 2,5	82,6					
Autres	- 8,9	6,0	- 0,3	6,0					
Intérêts de la dette	+ 12,8	5,4	+ 1,5	5,5					
ÉPARGNE BRUTE (3)=(1)-(2)	- 3,4	41,9	+ 0,9	42,3					
ÉPARGNE NETTE (3bis)=(3)-(8)	- 7,1	22,9	+ 0,5	23,0					

Budgets principaux et budgets annexes consolidés des flux croisés

* hors opérations financières

p : prévisions

(9) = (3) + (6) + (7) - (4)

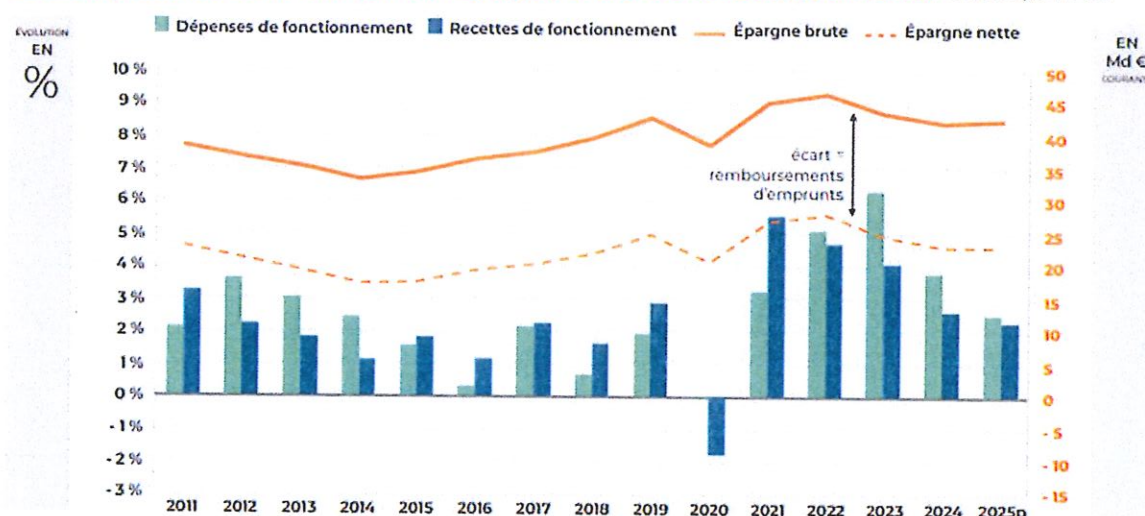
Communes, groupements à fiscalité propre, syndicats, départements, régions, collectivités à statut particulier

Source : La Banque Postale – Note de conjoncture – Septembre 2025

Les recettes de fonctionnement représenteraient 283.7 milliards d'euros en 2025, soit une légère croissance de +2.2% comparativement à 2024. La croissance est soutenue par les produits des services et par les recettes fiscales (+5.3% et +2.4% respectivement).

Les dépenses de fonctionnement seraient marquées par une hausse plus importante, soit +2.5% entre 2024 et 2025. Cela s'explique principalement par une augmentation des charges de personnel et des dépenses d'intervention (+3.3% et +2.5% respectivement).

Les composantes de l'évolution de l'épargne brute des collectivités locales © La Banque Postale



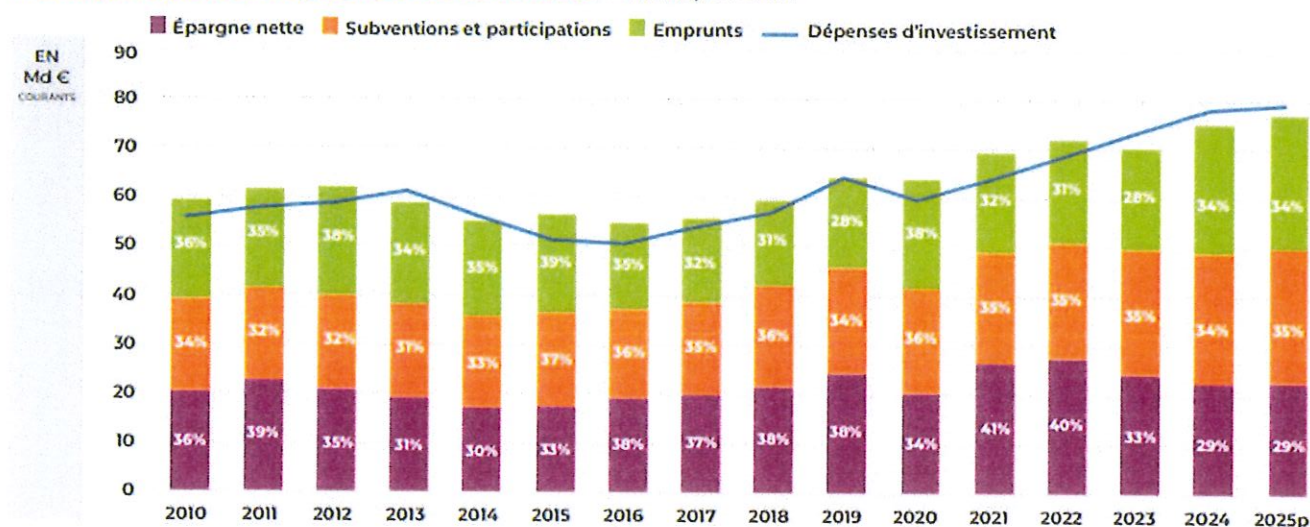
Source : Balances comptables DGFiP, prévisions La Banque Postale

Source : La Banque Postale – Note de conjoncture – Septembre 2025

Cela engendre une légère augmentation du niveau des épargnes (+0.9% pour l'épargne nette).

Financement des investissements locaux

© La Banque Postale



Source : Balances comptables DGFIP (budgets principaux et annexes), prévisions La Banque Postale.

Source : La Banque Postale – Note de conjoncture – Septembre 2025

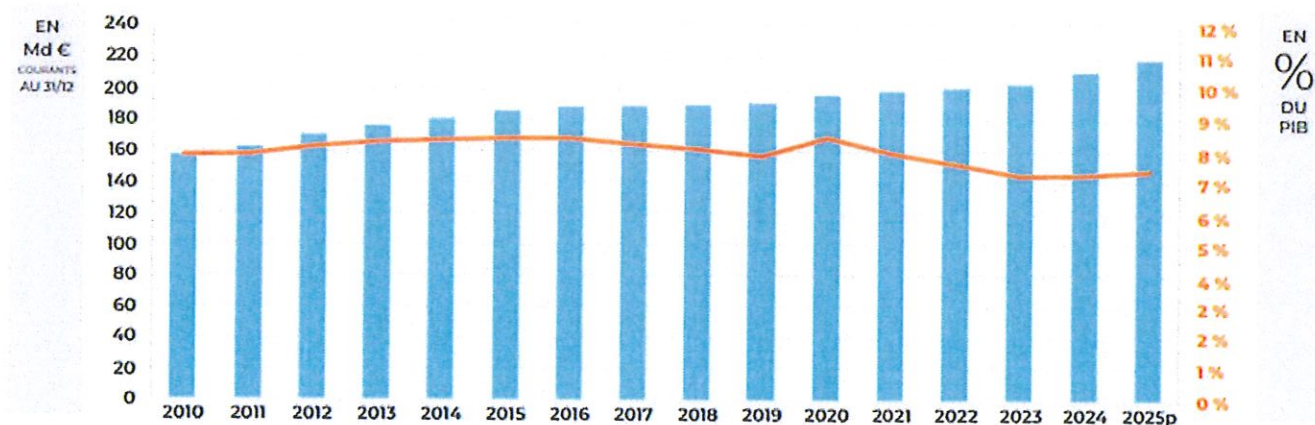
Quant à l'investissement, il se poursuivrait sur le bloc communal, représentant ainsi 80 milliards d'euros en 2025.

L'épargne nette couvrira 29% de cet investissement.

Les recettes d'investissement (*hors dette*) financeraient 35% des dépenses d'investissement.

Encours de dette des collectivités locales

© La Banque Postale

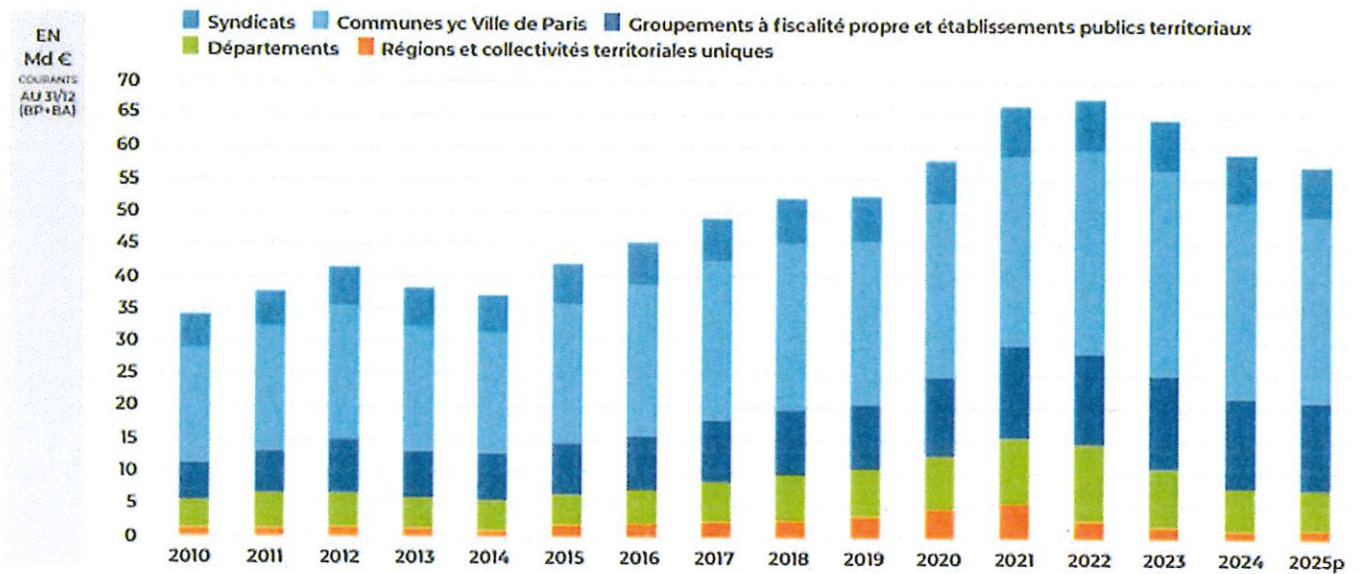


Source : balances DGFIP, prévisions La Banque Postale.

Source : La Banque Postale – Note de conjoncture – Septembre 2025

Les emprunts nouveaux viennent compléter le financement à hauteur de 34%. De ce fait, l'endettement net serait de 8.5 milliards d'euros en 2025 entraînant un accroissement de l'encours de dette de +4% et atteindrait 221.2 milliards d'euros.

Évolution de la trésorerie des collectivités locales © La Banque Postale



Source : Balances comptables DCFiP, prévisions La Banque Postale

Source : La Banque Postale – Note de conjoncture – Septembre 2025

Un prélèvement sur la trésorerie serait nécessaire pour compléter le financement des investissements (environ 1.9 milliards d'euros). Ainsi, la trésorerie fin 2025 s'élèverait à 57.8 milliards d'euros.

3. Principales mesures du Projet de Loi de Finances 2026

1. Dotation globale de fonctionnement

- Stabilisation à 27 Md€, soit le niveau de 2025, sans indexation sur l'inflation, ce qui représente un manque à gagner de 350 M€ pour le bloc communal ;
- Rétablissement d'une part régionale de DGF, supprimée en 2018, pour un montant équivalent à la fraction de TVA attribuée en 2025.

2. DILICO

- Reconduction du dispositif, avec une enveloppe doublée (*hors remboursement de 30 %, soit 333 M€*) :
 - Communes : 720 M€ (*contre 250 M€ en 2025*) ;
 - EPCI : 500 M€ (*contre 250 M€*) ;
 - Départements : 280 M€ (*contre 220 M€*) ;
 - Régions : 500 M€ (*contre 280 M€*)
- Le reversement du DILICO est désormais conditionné à une évolution des dépenses locales (*fonctionnement + investissement*) inférieure à la croissance du PIB (1 %). Les collectivités ne respectant pas cette règle perdront le bénéfice de la correction.

3. Fraction de TVA et FCTVA

- Gel partiel de la fraction de TVA en raison du recul anticipé du produit en 2025 ;
- Réduction du champ d'éligibilité au FCTVA (-735 M€) : certaines dépenses d'entretien, informatiques ou de bâtiments publics seraient exclues ;
- Décalage d'un an du versement du FCTVA pour les GFP et EPT (*N+1 au lieu de N*).

4. Autres

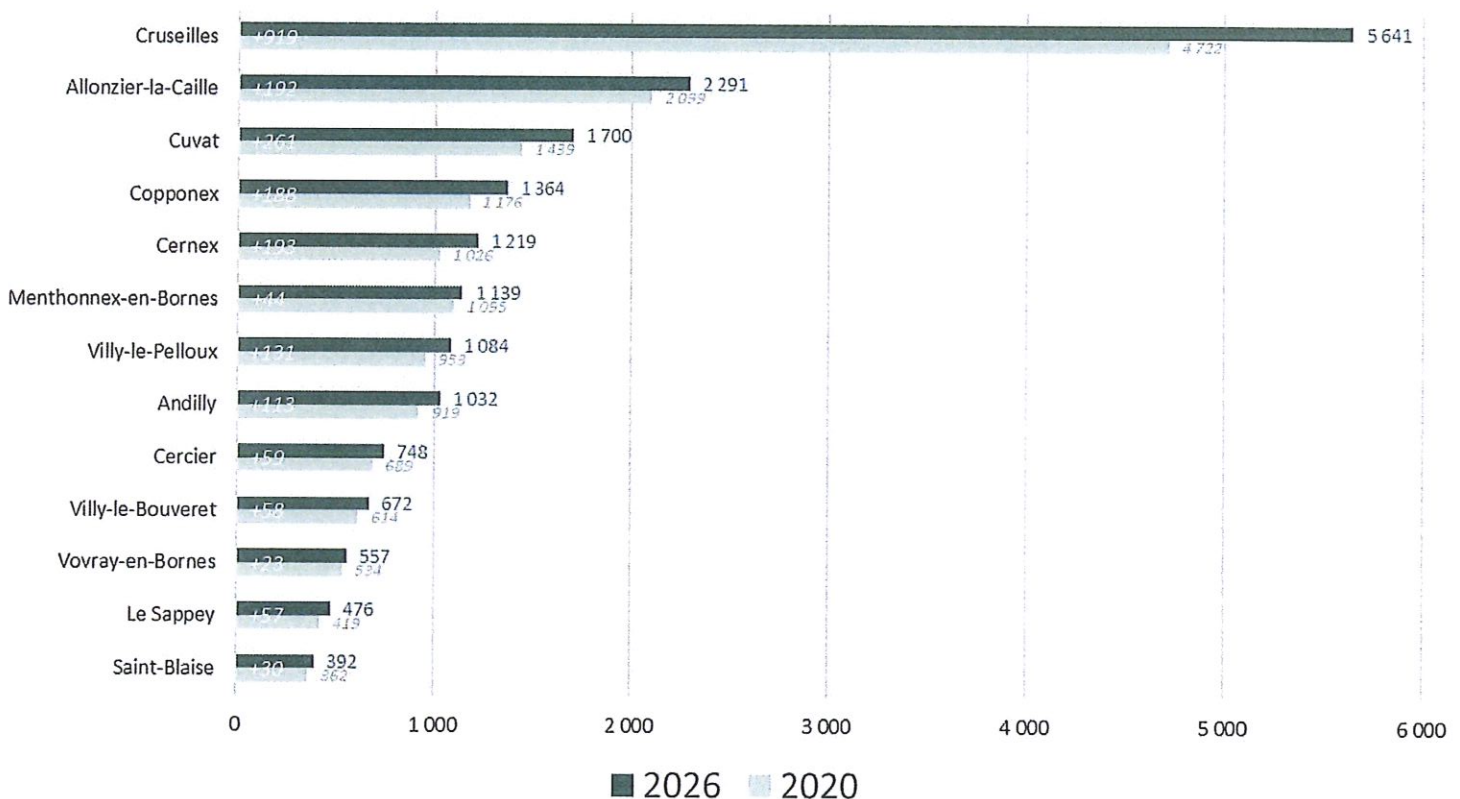
- DC RTP : baisse pouvant atteindre -66 % pour certaines communes ;
- Fonds vert : nouvelle réduction de 500 M€, après -1,15 Md€ en 2025, soit un fonds limité à 600 M€ en 2026 ;
- Fusion des dotations d'investissement (*DETR, DSIL, DPV*) dans un Fonds d'investissement pour les territoires (*FIT*), doté de 1,4 Md€ en AE et 1 Md€ en CP, destiné à la revitalisation des centralités rurales et urbaines ;
- Baisse des contributions aux agences de l'eau et de l'habitat : -90 M€ et -700 M€ respectivement, soit -790 M€ au total ;
- Abondement du Fonds de sauvegarde des départements de 300 M€ en ciblant mieux les départements les plus fragiles ;
- CNRACL : hausse d'environ 1.2 milliards de dépenses supplémentaires pour les budgets locaux.

4. Situation démographique et financière de la communauté de communes du Pays de Cruseilles

1. Evolution démographique

a. Evolution de la population de la collectivité

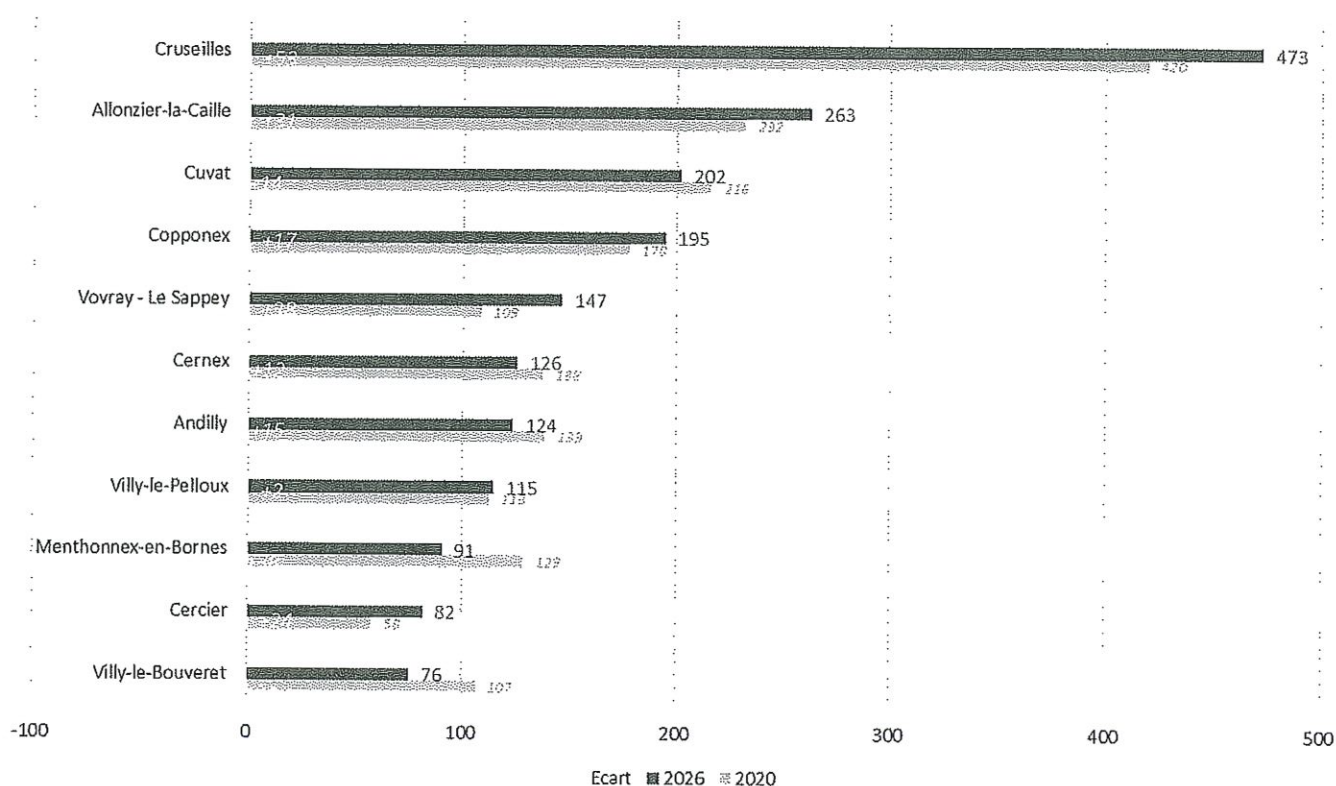
Comparaison de la population 2020-2026



En 2026, la population de la CC Pays de Cruseilles s'établit à 18 315 habitants. Elle augmente de manière continue ces dernières années de par son emplacement géographique stratégique. Comparativement à 2020, la population a augmenté de 2 265 habitants ce qui représente une évolution de 2% par an en moyenne. Cruseilles est la commune la plus peuplée du territoire de la CCPC avec 5 641 habitants en 2026. Cela représente 30.8% de la population totale.

b. Evolution des élèves

Comparaison du nombre d'élève 2020/2021 - 2025/2026



En 2026, la CC Pays de Cruseilles comprend 1894 élèves (*maternelle – élémentaire*). Parallèlement à l'évolution de la population, le nombre d'élèves évolue continuellement ces dernières années. Comparativement à 2020, la CCPC comptabilise 55 élèves supplémentaires, ce qui représente une évolution de 0.5% par an en moyenne. La commune de Cruseilles comptabilise 473 élèves en 2026, ce qui représente 25% des élèves de la CCPC.

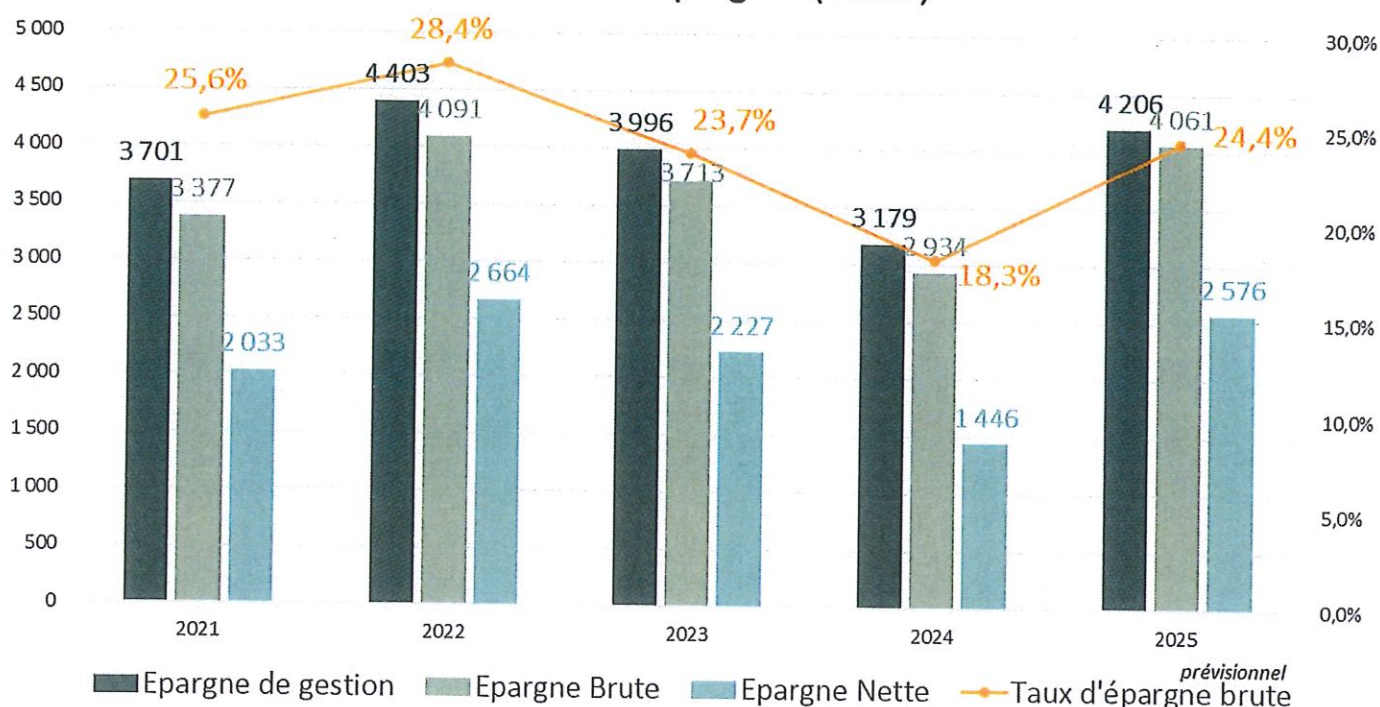
2. Evolution financière – budget principal

a. Synthèse

Comptes administratifs	2021	2022	2023	2024	2025	Δ moy ou moy 21/25	Ecart 21/25
					<i>Prévisionnel</i>		
Produits de fonctionnement	13 208 142	14 425 266	15 647 479	16 069 330	16 656 213	+6,0%	3 448 071
Produits des services, du domaine et ventes	750 280	979 313	887 030	747 159	824 028	+2,4%	73 747
Impôts et taxes	8 071 875	8 908 785	9 814 721	10 373 585	10 888 739	+7,8%	2 816 863
Dotations, subventions et participations	3 888 121	4 108 079	4 328 206	4 378 802	4 382 793	+3,0%	494 673
Autres produits de gestion courante	465 215	420 842	493 576	565 510	519 214	+2,8%	53 998
Autres produits	32 651	8 246	123 946	4 274	41 440	+6,1%	8 789
Charges de fonctionnement	9 831 596	10 333 796	11 934 482	13 135 558	12 595 091	+6,4%	2 763 495
Charges à caractère général	4 663 239	4 854 831	6 108 912	6 777 609	6 455 254	+8,5%	1 792 015
Charges de personnel et frais assimilés	2 837 892	3 236 539	3 362 013	3 728 750	3 713 863	+7,0%	875 972
Atténuations de produits	969 861	961 044	938 606	1 136 667	1 030 275	+1,5%	60 414
Autres charges de gestion courante	1 019 835	967 920	1 241 435	1 241 333	1 245 171	+5,1%	225 336
Charges financières	324 599	311 860	283 090	245 068	144 839	-18,3%	-179 761
Autres charges	16 170	1 602	426	6 133	5 689	-23,0%	-10 481
Epargne de gestion	3 701 146	4 403 330	3 996 087	3 178 839	4 205 961	+3,2%	504 815
Charges d'intérêts	324 599	311 860	283 090	245 068	144 839	-18%	-179 761
Epargne Brute	3 376 546	4 091 469	3 712 997	2 933 772	4 061 122	+4,7%	684 576
Remboursement du capital	1 343 384	1 427 129	1 486 087	1 488 026	1 485 354	+2,5%	141 970
Epargne Nette	2 033 162	2 664 340	2 226 910	1 445 745	2 575 768	+6,1%	542 606
Dépenses d'investissement	7 089 373	5 007 943	5 483 828	4 911 193	3 530 867	5 204 641	-3 558 505
Dont dépenses d'équipement	5 831 893	3 640 239	5 010 852	4 695 151	3 400 897	4 515 806	-2 430 996
Recettes d'investissement	2 714 600	2 970 929	974 812	1 353 506	2 024 513	2 007 672	-690 088
Besoin de financement des investissements	4 374 772	2 037 014	4 509 016	3 557 687	1 506 355	3 196 969	-2 868 418
Epargne brute	3 376 546	4 091 469	3 712 997	2 933 772	4 061 122	3 635 181	684 576
Variation de dette	-1 343 384	2 357 871	-1 486 087	-1 488 026	-1 485 354	-688 996	-141 970
Variation du fonds de roulement	-2 341 610	4 412 327	-2 282 106	-2 111 942	1 069 413	-250 784	3 411 023
FdR au 31/12	1 096 243	5 548 583	3 266 477	1 154 535	2 223 948	2 657 957	1 127 705
En-cours de dette au 31/12	14 060 939	16 418 810	14 937 723	15 404 323	11 974 204	14 559 200	-2 086 735
Ratio de capacité de désendettement	4,2	4,0	4,0	5,3	2,9	4,1	-1,2
Taux d'épargne brute	25,6%	28,4%	23,7%	18,3%	24,4%	24,1%	-1,2%

b. Evolution des épargnes

Niveau des épargnes (en K€)



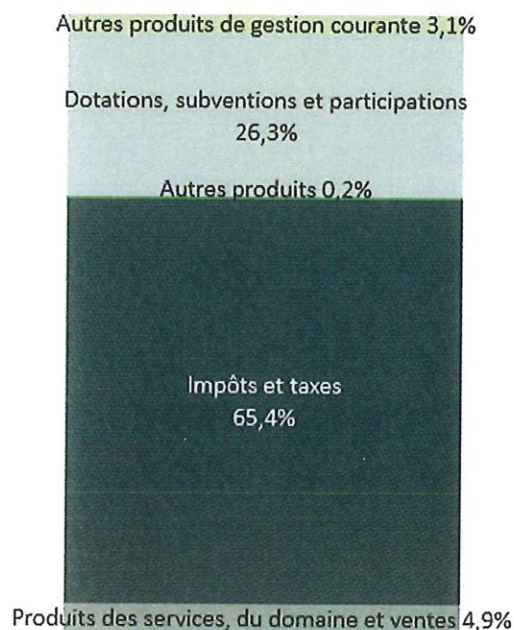
	2021	2022	2023	2024	2025	Δ moy	Ecart
Produits de fonctionnement	13 208	14 425	15 647	16 069	16 656	+6,0%	3 448
Evolution		9,21%	8,47%	2,70%	3,65%		
Charges de gestion	9 507	10 022	11 651	12 890	12 450	+7,0%	2 943
Evolution		5,42%	16,26%	10,63%	-3,42%		
Epargne de gestion	3 701	4 403	3 996	3 179	4 206	3,25%	505
Evolution		18,97%	-9,25%	-20,45%	32,31%		
Intérêts de la dette	325	312	283	245	145	-18,27%	-180
Evolution		-3,92%	-9,23%	-13,43%	-40,90%		
Epargne brute	3 377	4 091	3 713	2 934	4 061	4,72%	685
Evolution		21,17%	-9,25%	-20,99%	38,43%		
Remboursement du capital de la dette	1 343	1 427	1 486	1 488	1 485	2,54%	142
Evolution		6,23%	4,13%	0,13%	-0,18%		
Epargne nette	2 033	2 664	2 227	1 446	2 576	6,09%	543
Evolution		31,04%	-16,42%	-35,08%	78,16%		

De par l'augmentation des recettes fiscales (+515 K€) et la baisse des charges et notamment des charges à caractère général (-540 K€ dont -322 K€), la situation financière de la collectivité s'améliore entre 2024 et 2025. Entre 2024 et 2025, l'épargne brute augmente de 1.1 M€ et s'établit donc à 4.1 M€ en 2025. Cette situation permet de dégager un taux d'épargne brute correct ; il s'élève à 24.4% en 2025.

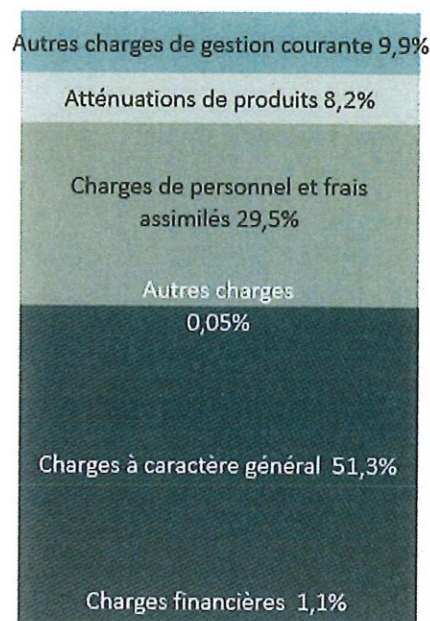
Déduction faite du remboursement du capital, l'épargne nette représente 2.6 M€ en 2025, soit une hausse de 1.1 M€ par rapport à 2024.

c. Evolution et poids des charges et des recettes

Recettes réelles de fonctionnement 2025



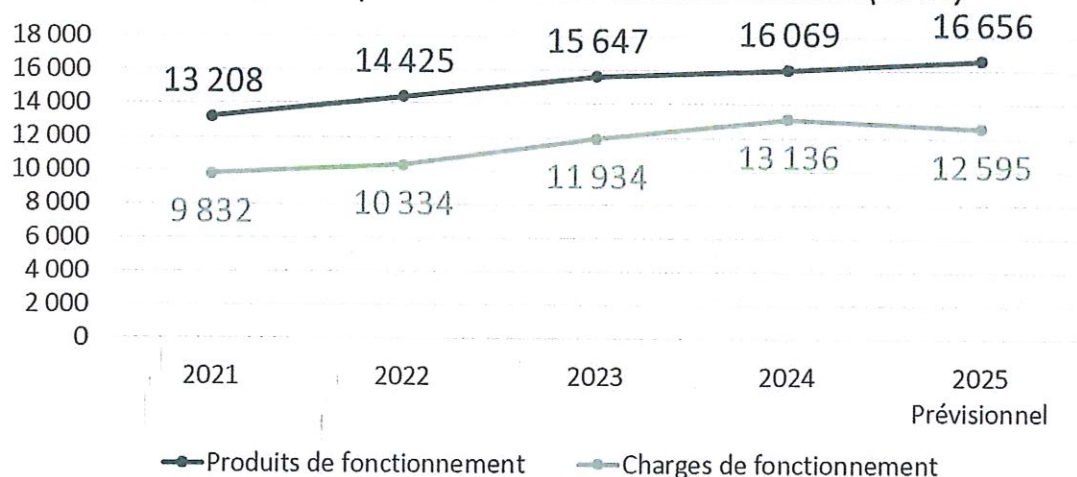
Dépenses réelles de fonctionnement 2025



En 2025, les impôts et taxes (10.9 M€) constituent le premier poste de recettes et représentent 65.4% des recettes réelles de fonctionnement.

Les charges à caractère s'établissent à 6.5 M€ et représentent plus de la moitié des charges réelles de fonctionnement. Le deuxième poste de dépense porte sur les charges de personnel (29.5% soit 3.7 M€).

Evolution des dépenses et recettes de fonctionnement (en K€)



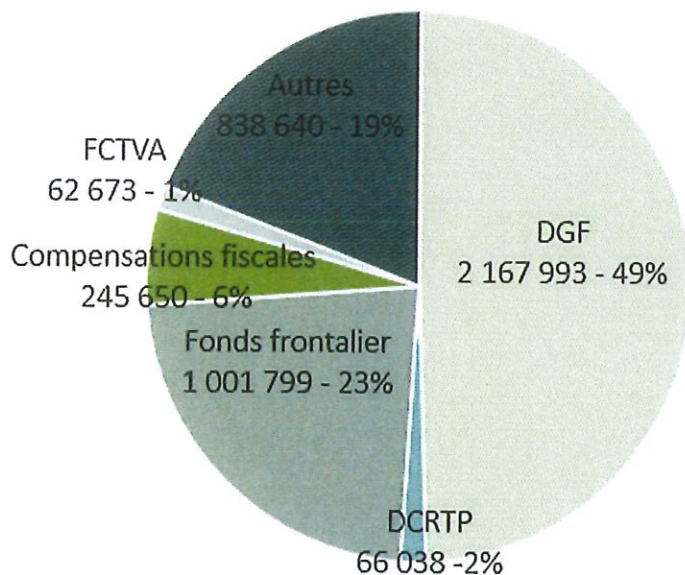
Entre 2021 et 2025, les charges réelles de fonctionnement ont augmenté de 2.8 M€ (dont +1.8 M€ de charges à caractère général et + 876 K€ de charges de personnel). Elles représentent 12.6 M€ en 2025.

En 2025, les produits réels de fonctionnement s'établissent à 16.7 M€ et ont augmenté de 3.4 M€ comparativement à 2021 (dont +2.8 M€ d'impôts et taxes et + 495 K€ de dotations et participations).

d. Focus sur les recettes

1- Evolution des dotations

	2021	2022	2023	2024	2025	Δ moy ou moy	Ecart
Dotation d'intercommunalité	1 690 892	1 712 807	1 754 270	1 771 826	1 813 450	+1,8%	122 558
Dotation de compensation	383 750	375 581	373 466	367 474	354 543	-2,0%	-29 207
DCRTP	164 750	164 750	164 750	159 728	66 038	-20,4%	-98 712
Fonds frontalier	782 434	869 084	890 081	924 643	1 001 799	+6,4%	219 365
Compensations fiscales	140 016	167 966	191 306	208 294	245 650	+15,1%	105 634
FCTVA	55 813	44 193	32 015	59 221	62 673	+2,9%	6 860
Autres	670 466	773 697	922 318	887 616	838 640	+5,8%	168 175
Dotations, subventions et part.	3 888 121	4 108 079	4 328 206	4 378 802	4 382 793	+3,0%	494 673

Composition 2025 des dotations, subventions et participations

La DGF est le premier poste de recettes des dotations (49%).

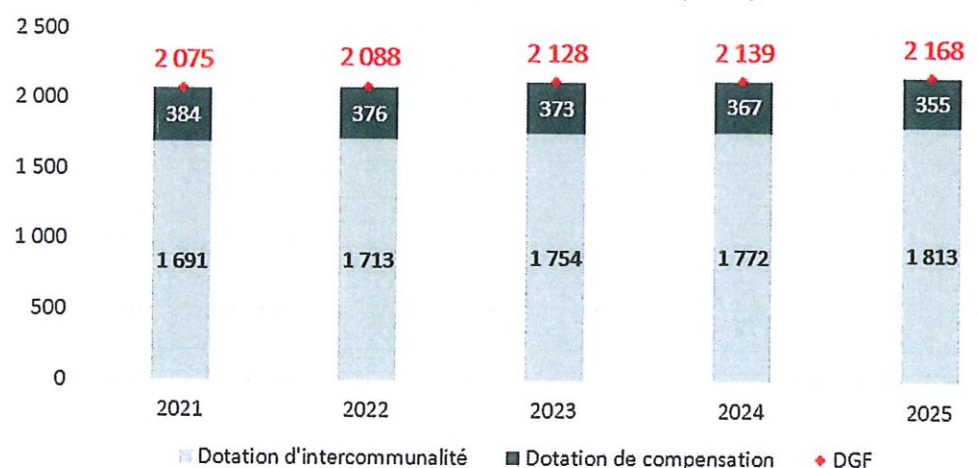
Le fonds frontalier représente 1 M€ soit 23% de ce poste de recettes. Il a augmenté de 219 K€ comparativement à 2021.

On constate également la hausse des compensations fiscales pour 106 K€. Elles représentent ainsi 246 K€ en 2025.

La dotation globale de fonctionnement

La DGF est composée de la dotation d'intercommunalité qui a augmenté de 123 K€ entre 2021 et 2025 et de la dotation de compensation qui a baissé de 29 K€ sur cette période. Au global, la DGF a donc légèrement augmenté de 94 K€. Elle représente 2.2 M€ en 2025.

Evolution et composition de la DGF (en K€)



2- Evolution de la fiscalité

	2021			2022		
	Base	Taux	Produit	Base	Taux	Produit
TH	2 227 370	12,10%	269 512	2 186 389	12,10%	2 938 367
Compensation TH			2 587 846			
TFB	16 899 436	8,08%	1 365 024	17 865 117	8,08%	1 621 873
TFNB	336 473	45,87%	154 340	346 562	45,87%	158 967
Taxe add TFNB			7 197			7 052
TEOM	17 011 508	10,77%	1 831 737	18 149 997	10,77%	1 954 563
CFE	2 553 054	24,07%	614 135	2 798 671	24,07%	673 640
CVAE			694 590			647 484
IFER			87 509			89 279
TASCOM			55 067			75 387
Rôles supp			18 513			9 173
FNGIR			331 545			331 545
Taxe séjour			33 579			52 158
GEMAPI			0			100 000
Total	39 027 841		8 050 595	41 346 736		8 659 488

Evolution en €/N-1

+2 318 895

+608 893

	2023			2024		
	Base	Taux	Produit	Base	Taux	Produit
TH	2 554 094	12,10%	3 234 421	2 685 918	12,10%	3 24 996
Compensation TH						2 924 519
TFB	19 253 252	9,08%	1 747 978	20 551 677	9,08%	1 866 092
TFNB	373 579	45,87%	171 361	387 751	45,87%	177 861
Taxe add TFNB			8 437			8 624
TEOM	19 884 945	10,77%	2 141 455	21 563 524	10,77%	2 322 392
CFE	3 156 838	24,07%	759 729	3 986 711	24,07%	959 601
CVAE			754 725			750 835
IFER			93 405			97 504
TASCOM			80 136			90 086
Rôles supp			209 490			210 146
FNGIR			331 545			331 545
Taxe séjour			63 127			93 961
GEMAPI			130 000			130 000
Total	45 222 708		9 725 809	49 175 581		10 288 162

Evolution en €/N-1

+3 875 972

+1 066 321

+3 952 873

+562 353

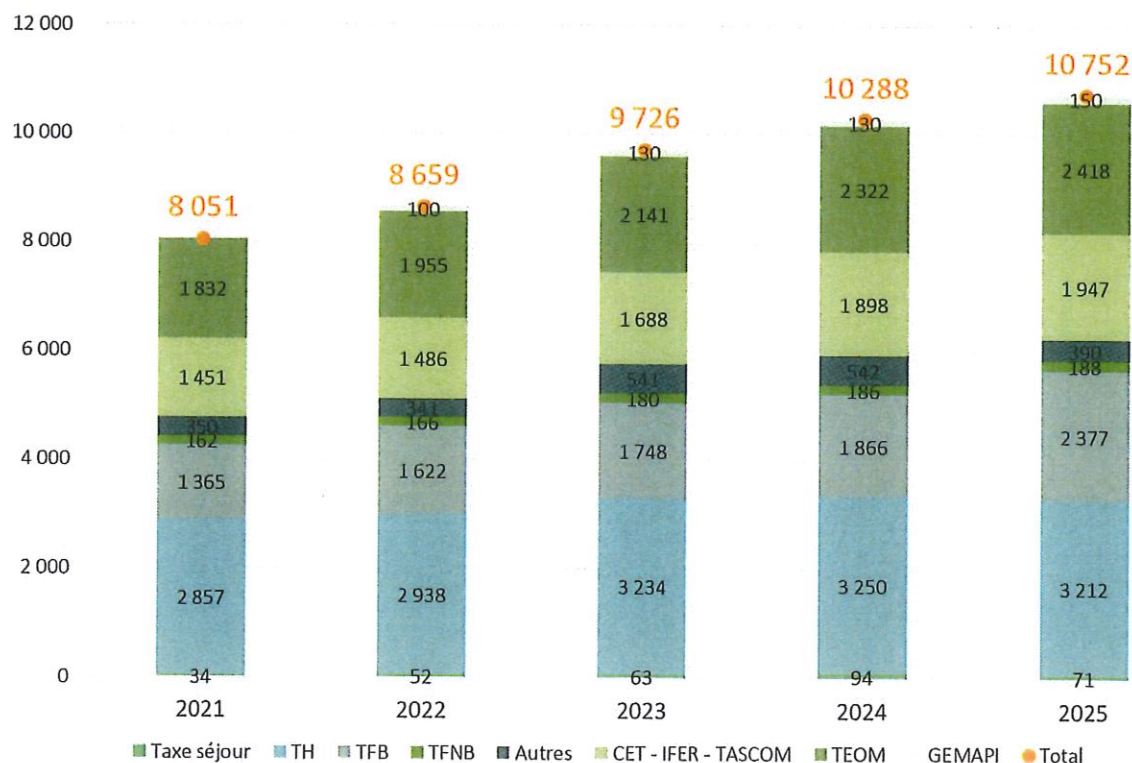
	2025		
	Base	Taux	Produit
TH	2 313 000	12,10%	279 873
Compensation TH			2 932 373
TFB	21 451 000	11,08%	2 376 771
TFNB	391 500	45,87%	179 581
Taxe add TFNB			8 058
TEOM	22 448 817	10,77%	2 417 738
CFE	4 185 000	24,07%	1 007 330
CVAE			750 801
IFER			99 260
TASCOM			90 086
Rôles supp			57 975
FNGIR			331 545
Taxe séjour			70 885
GEMAPI			150 000
Total	50 789 317		10 752 275

Evolution en €/N-1

+1 613 736

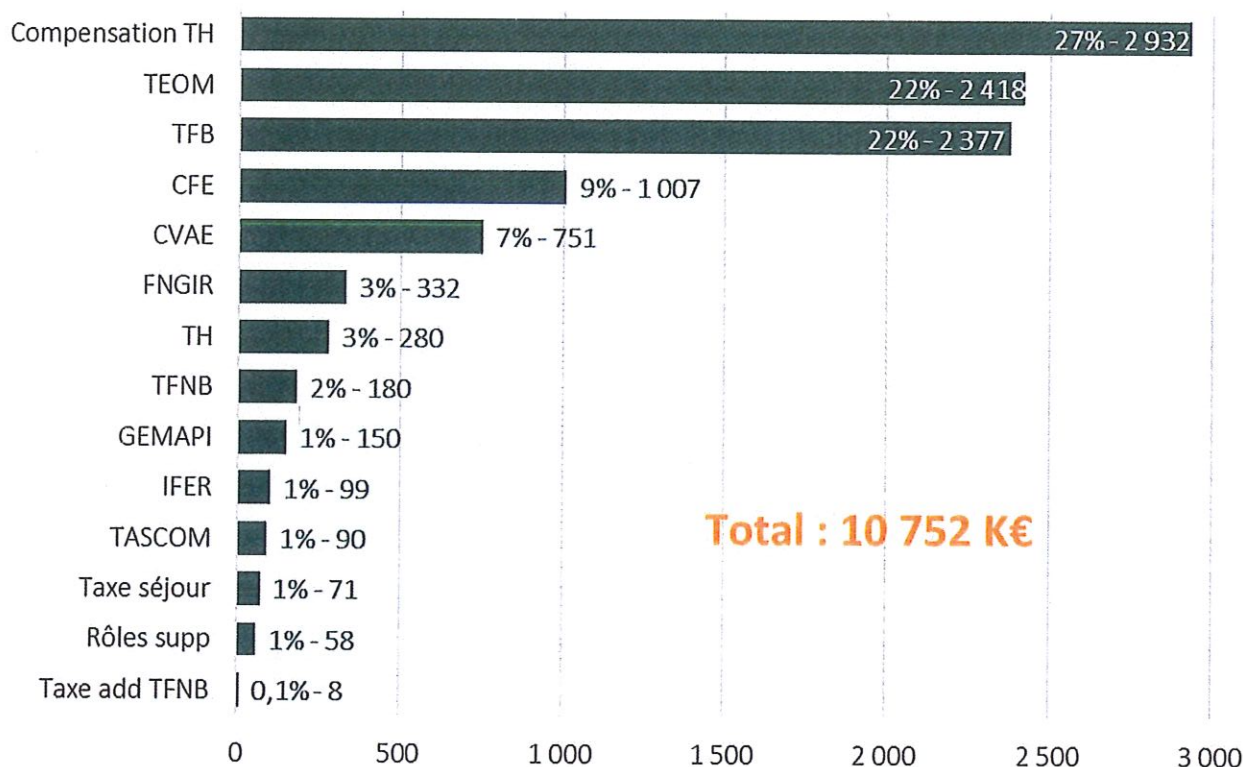
+464 112

Evolution de la fiscalité



La fiscalité représente 10.8 M€ en 2025. Elle est principalement composée de la compensation TH (27% soit 2.9 M€), de la TEOM (22% soit 2.4 M€) et de la taxe foncière bâtie (22% soit 2.4 M€).

Répartition de la fiscalité en 2025 (en K€ - Prévisionnel)



e. Focus sur les dépenses

1- Les charges à caractère général

	2021	2022	2023	2024	2025	Δ moy ou moy	Ecart	
					Prévisionnel			
Eau et assainissement	108 632	0	235 948	118 258	133 097	+5,2%	24 465	2,1%
Gaz - Electricité	368 495	406 290	557 486	429 191	518 267	+8,9%	149 772	8,0%
Combustibles	84 809	58 832	90 625	67 526	44 628	-14,8%	-40 181	0,7%
Carburants	48 426	57 375	66 050	62 298	50 583	+1,1%	2 157	0,8%
Fournitures d'entretien	55 898	46 707	44 191	34 241	49 991	-2,8%	-5 907	0,8%
Fournitures de petit équipement	105 145	109 540	121 957	118 919	122 439	+3,9%	17 293	1,9%
Fournitures scolaires	98 649	105 613	104 699	106 596	102 204	+0,9%	3 555	1,6%
Contrats de prestations de services	1 316 854	1 453 869	1 857 398	2 155 588	2 035 087	+11,5%	718 233	31,5%
Locations mobilières	36 412	54 879	67 781	114 676	173 220	+47,7%	136 808	2,7%
Entretien terrains	268 530	252 062	272 791	148 826	331 229	+5,4%	62 700	5,1%
Entretien, réparations bâtiments publics	312 270	282 471	220 216	277 288	301 746	-0,9%	-10 524	4,7%
Entretien, réparations voiries	22 849	10 675	26 634	24 962	21 919	-1,0%	-930	0,3%
Entretien, réparations réseaux	23 578	22 536	24 929	149 268	28 555	+4,9%	4 977	0,4%
Entretien matériel roulant	76 633	32 837	115 914	77 769	103 152	+7,7%	26 520	1,6%
Entretien autres biens mobiliers	30 942	29 126	42 446	59 471	12 978	-19,5%	-17 964	0,2%
Maintenance	86 872	174 748	268 395	331 260	417 113	+48,0%	330 241	6,5%
Multirisques	15 586	20 801	25 258	28 139	32 359	+20,0%	16 773	0,5%
Etudes et recherches	12 360	0	24 480	37 798	87 565	+63,1%	75 205	1,4%
Documentation générale et technique	10 262	11 891	11 776	12 073	10 291	+0,1%	29	0,2%
Versements à des orga. de formation	3 042	5 755	9 289	10 977	14 559	+47,9%	11 517	0,2%
Honoraires	6 815	4 182	21 818	66 202	35 044	+50,6%	28 228	0,5%
Divers	58 918	59 349	86 085	67 501	104 180	+15,3%	45 262	1,6%
Annonces et insertions	34 588	22 612	31 089	35 363	32 308	-1,7%	-2 280	0,5%
Transports de biens	157 190	188 228	242 897	232 628	211 132	+7,7%	53 943	3,3%
Transports collectifs	571 104	686 106	687 370	1 901	0	-100,0%	-571 104	0,0%
Transports de personnes extérieurs	0	0	0	1 014 025	725 250	n/a	725 250	11,2%
Réceptions	11 686	32 853	25 624	30 352	21 604	+16,6%	9 918	0,3%
Frais d'affranchissement	11 589	11 630	12 920	13 650	11 531	-0,1%	-58	0,2%
Frais de télécommunications	46 870	38 588	41 892	69 097	67 858	+9,7%	20 988	1,1%
Frais de nettoyage des locaux	449 039	449 130	428 858	504 064	398 947	-2,9%	-50 093	6,2%
Remb. Frais communes membres du GFP	39 904	1 524	87 590	147 957	37 552	-1,5%	-2 352	0,6%
Autres	189 290	224 623	254 506	229 744	218 864	+3,7%	29 574	3,4%
Charges à caractère général	4 663 239	4 854 831	6 108 912	6 777 609	6 455 254	+8,5%	1 792 015	100,0%

Les charges à caractère général s'établissent à 6.5 M€ en 2025 et ont augmenté de 1.8 M€ comparativement à 2021. Elles sont principalement composées des contrats de prestations de services (31.5%), des transports de personnes extérieurs (11.2%) et des charges liées à l'électricité et au gaz (8.0%).

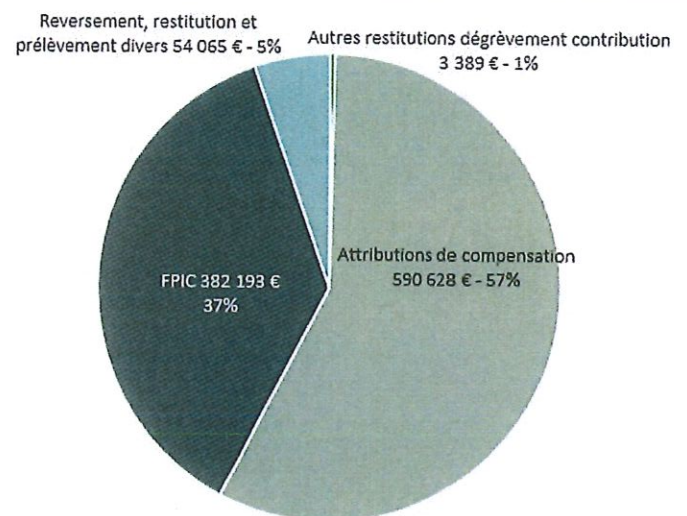
L'évolution est plus marquée sur la période 2022-2023 avec une croissance de 1.3 M€ entre ces deux années (hausse des contrats de prestations de services +404 K€, eau assainissement + 236 K€, gaz électricité +151 K€, etc.).

2- Les reversements

	2021	2022	2023	2024	2025	Δ moy ou moy	Ecart
					Prévisionnel		
Autres restitutions dégrèvement contribution	11 153	0	61 117	1 349	3 389	-25,8%	-7 764
Attributions de compensation	590 629	590 629	590 629	590 629	590 628	-0,0%	-1
FPIC	343 259	370 415	260 676	443 699	382 193	+2,7%	38 934
Fraction compensation TFPB et THRP	0	0	0	25 489	0	n/a	0
Fraction compensatoire CVAE	0	0	0	7 173	0	n/a	0
Reversement, restitution et prélèvement	24 820	0	26 184	68 328	54 065	+21,5%	29 245
Atténuations de produits	969 861	961 044	938 606	1 136 667	1 030 275	+1,5%	60 414

L'attribution de compensation versée aux communes de la CCPC représente 591 K€ par an soit 57% de ce poste de dépenses.

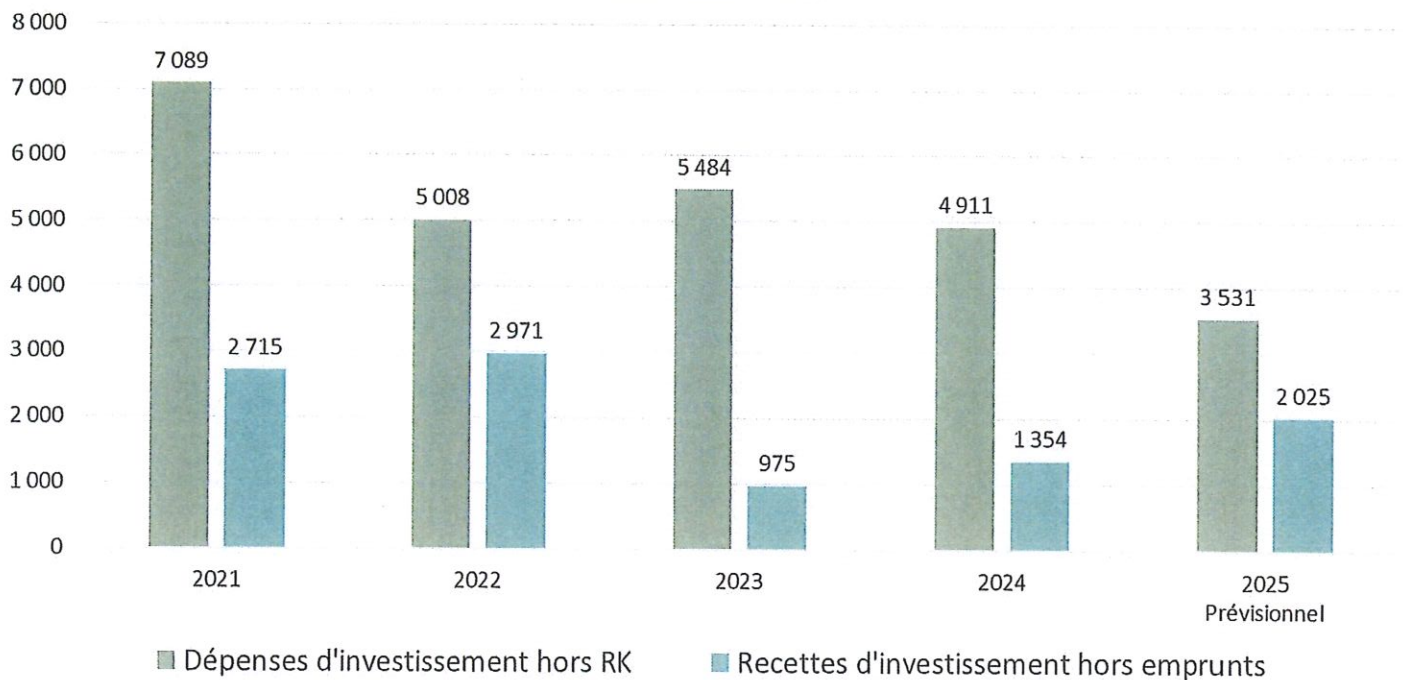
Le FPIC a augmenté de 39 K€ sur la période 2021-2025 et s'établit à 382 K€ en 2025 (soit 37% de ce poste de dépense).



3- Les subventions versées

	2021	2022	2023	2024	2025	Poids
ADMR	45 000	45 000	50 000	50 000	50 000	13,9%
SSIAD	6 422	6 509	6 667	6 738	6 916	1,9%
Association ANIM'AGE	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	0,3%
Ecole de musique	39 000	49 322	70 000	70 000	70 000	19,5%
OGEC ECOLE PRIVEE (maternelle)	42 967	69 129	65 000	79 034	78 111	21,7%
OGEC - école privée (élémentaire)	52 291	64 898	65 000	61 297	67 885	18,9%
Groupeement du personnel	5 400	5 640	7 320	8 640	9 120	2,5%
Allo stop alcool	0	0	1 000	1 000	1 000	0,3%
Mission locale du bassin genevois	17 132	15 141	15 452	15 543	15 234	4,2%
Mission locale du bassin annecien	900	1 050	1 450	1 250	1 350	0,4%
Ferme de Chosal	4 000	4 000	4 000	4 000	2 000	0,6%
ADATEEP	500	500	500	500	500	0,1%
Restos du cœur	1 000	1 000	1 000	2 000	0	0,0%
La banque alimentaire	1 000	1 000	1 000	2 000	0	0,0%
Vaches en piste	0	0	3 338	0	3 547	1,0%
Conciliateur de justice	500	500	500	500	500	0,1%
Jeunes Sapeurs-Pompiers	0	0	1 000	1 500	1 500	0,4%
Amicale des donneurs de sang du PC	0	0	0	0	550	0,2%
EHPAD	0	0	0	0	50 000	13,9%
Total	217 112	264 689	294 227	305 002	359 213	100%

f. L'investissement

Evolution des dépenses et recettes d'investissement en K€
(hors RK et emprunts)

RK = remboursement du capital

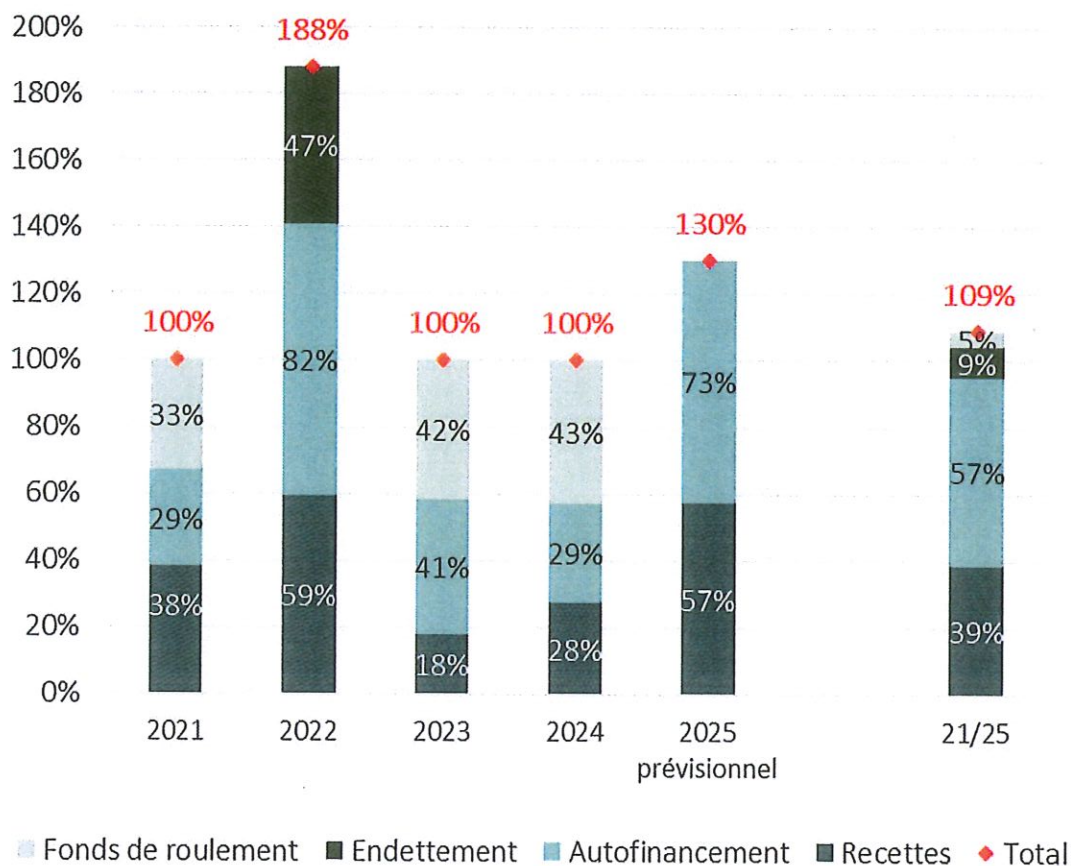
Sur la période 2021-2025, l'enveloppe budgétaire consacrée aux dépenses d'investissement s'établit à 26 M€. Ils sont couverts à 39% par les recettes d'investissement (10 M€ sur 2021-2026 en cumulé).

Pour rappel, les principaux projets sur cette période sont :

- Réhabilitation et agrandissement du groupe scolaire de Cuvat avec création d'une cantine et d'une garderie
- Travaux d'extension du groupe scolaire de Copponex avec création d'une micro-crèche
- Construction du Multi Accueil d'Allonzier-la-Caille
- Réaménagement de l'accueil de la gendarmerie de Cruseilles
- Extension et aménagement du parking du siège de la CCPC
- Elaboration du PLH
- Acquisition de camion pour la collecte de déchets

g. Le besoin de financement

Financement des investissements

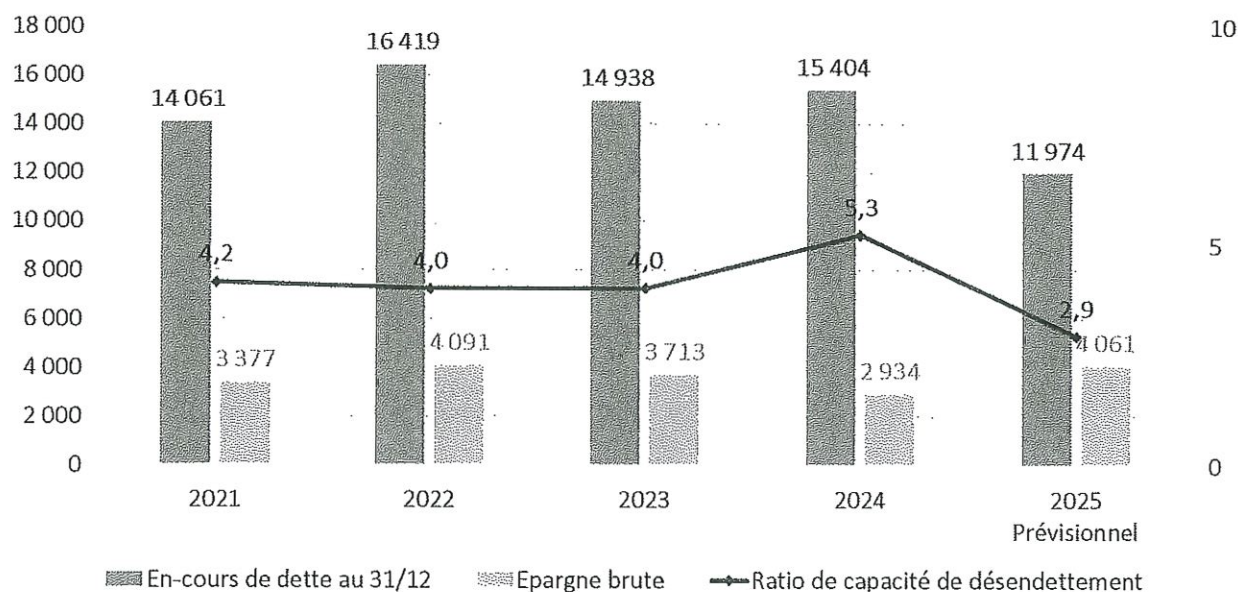


	2021	2022	2023	2024	2025	Moyenne
<u>Besoin de financement</u>					Prévisionnel	
Dépenses d'investissement hors RK	7 089	5 008	5 484	4 911	3 531	5 205
Recettes d'investissement hors emprunts	2 715	2 971	975	1 354	2 025	2 008
Besoin de financement	4 375	2 037	4 509	3 558	1 506	3 197
<u>Couverture du besoin de financement</u>						
Epargne brute	3 377	4 091	3 713	2 934	4 061	3 635
Variation de dette	-1 343	2 358	-1 486	-1 488	-1 485	-689
Besoin de financement	4 375	2 037	4 509	3 558	1 506	3 197
Variation du fonds de roulement	-2 342	4 412	-2 282	-2 112	1 069	-251

Sur la période 2021-2025, les investissements ont été financés par les recettes d'investissement pour 39%, par l'autofinancement pour 57%, par l'endettement pour 9% et par le fonds de roulement pour 5%. Au global, les investissements ont donc été surfinancés (109%), ce qui a permis d'accroître le fonds de roulement (+1.1 M€).

h. La dette

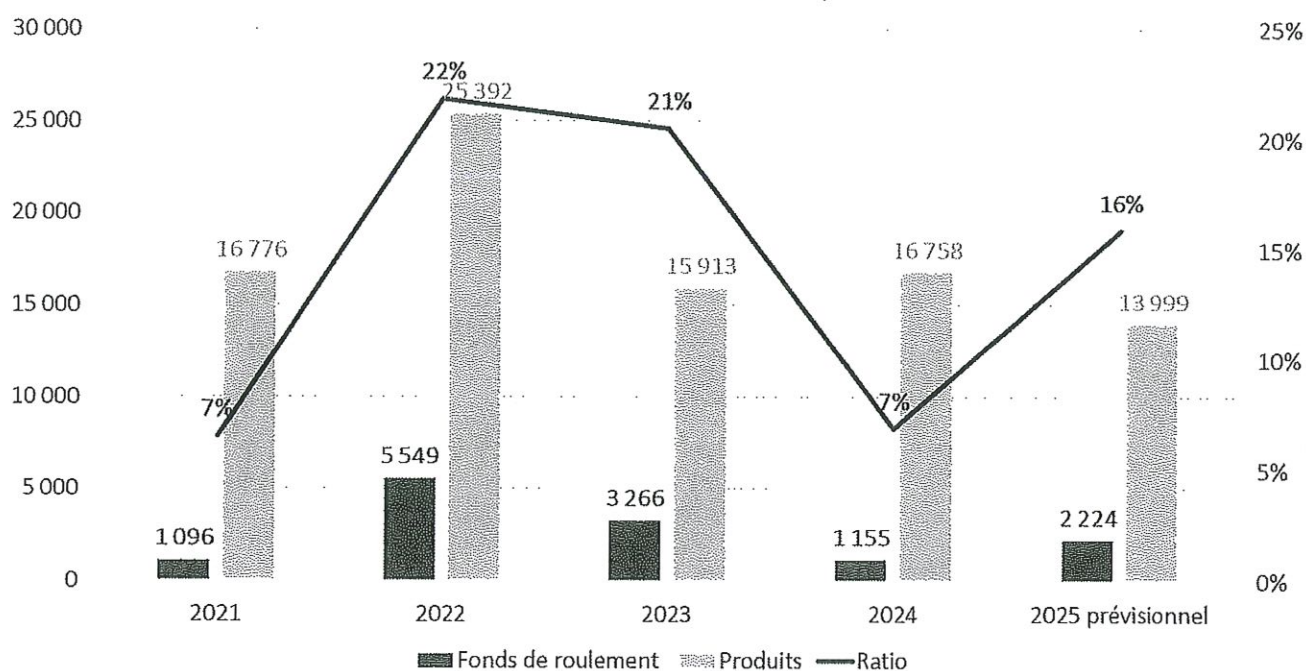
Endettement (en K€) et ratio de capacité de désendettement



L'encours de dette représente 12 M€ en 2025. La CC Pays de Cruseilles se désendette sur la période avec un encours en baisse de 2 M€. Le ratio de capacité de désendettement représente 2.9 années ; la collectivité est peu endettée comparativement à son épargne.

i. Le fonds de roulement

Poids du fonds de roulement sur les produits



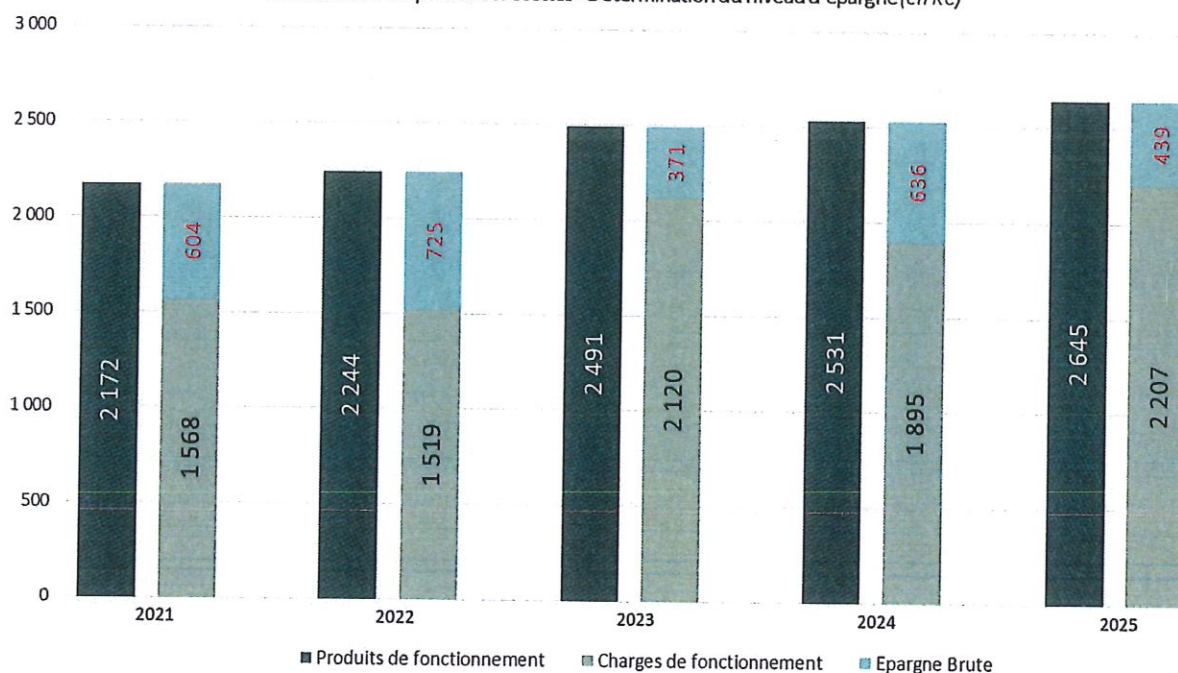
Le fonds de roulement 2025 s'établit à 2.3 M€ en 2025. Il a plus que doublé comparativement à 2021. Il représente ainsi 16% des produits (fonctionnement et investissement).

j. La compétence déchets

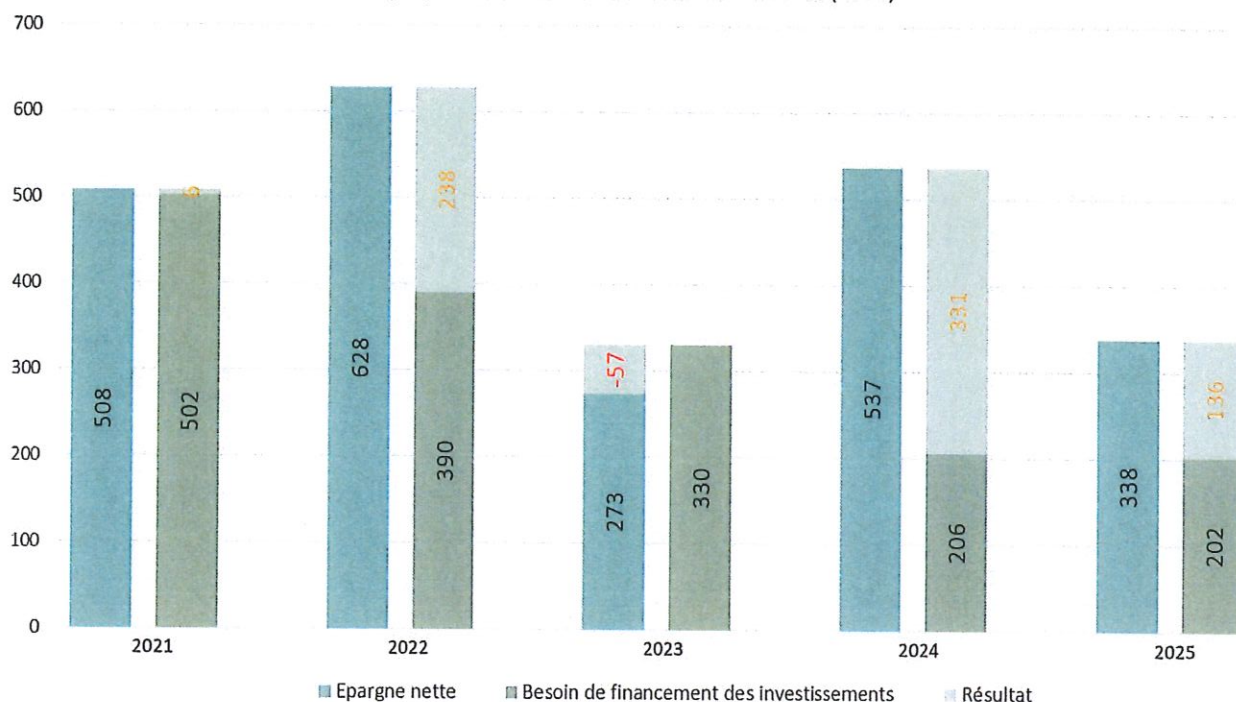
	2021	2022	2023	2024	2025	Δ moy ou moy	Ecart
					Prévisionnel		
Produits de fonctionnement	2 171 950	2 244 498	2 491 281	2 531 195	2 645 257	+5,1%	473 307
Produits des services, du domaine et ventes	12 743	14 818	9 723	10 990	10 190	-5,4%	-2 553
TEOM	1 838 915	1 964 547	2 154 364	2 325 276	2 453 819	+7,5%	614 904
Autres produits de gestion courante	320 292	265 133	327 194	194 929	181 248	-13,3%	-139 044
Charges de fonctionnement	1 568 189	1 519 448	2 119 863	1 894 796	2 206 703	+8,9%	638 513
Charges à caractère général	1 407 236	1 339 519	1 862 751	1 625 644	1 953 409	+8,5%	546 172
Charges de personnel et frais assimilés	146 527	167 532	246 730	260 763	247 017	+13,9%	100 490
Charges financières	14 360	12 397	10 381	8 390	6 277	-18,7%	-8 082
Autres charges	66	0	0	0	0	-100,0%	-66
Epargne de gestion	618 120	737 446	381 800	644 789	444 832	-7,9%	-173 289
Charges d'intérêts	14 360	12 397	10 381	8 390	6 277	-19%	-8 082
Epargne Brute	603 761	725 049	371 418	636 398	438 554	-7,7%	-165 206
Remboursement du capital	95 797	96 980	98 211	99 492	100 824	+1,3%	5 027
Epargne Nette	507 964	628 069	273 207	536 907	337 730	-9,7%	-170 234
Dépenses d'investissement	502 320	390 437	330 459	205 938	201 616	326 154	-300 704
Dont dépenses d'équipement	598 118	487 417	428 670	205 938	201 616	384 352	-396 502
Recettes d'investissement	475	0	0	0	0	95	-475
Besoin de financement des investissements	501 845	390 437	330 459	205 938	201 616	326 059	-300 229
Résultat	6 118	237 632	-57 252	330 969	136 114	130 716	129 996

La compétence déchets dégage un résultat de 135 K€ sur 2025. Son évolution est cependant erratique sur l'ensemble de la période variant de -57 K€ en 2023 à +331 K€ en 2024.

Evolution des dépenses et recettes - Détermination du niveau d'épargne (en K€)



Epargne nette - besoin de financement - Résultat (en K€)

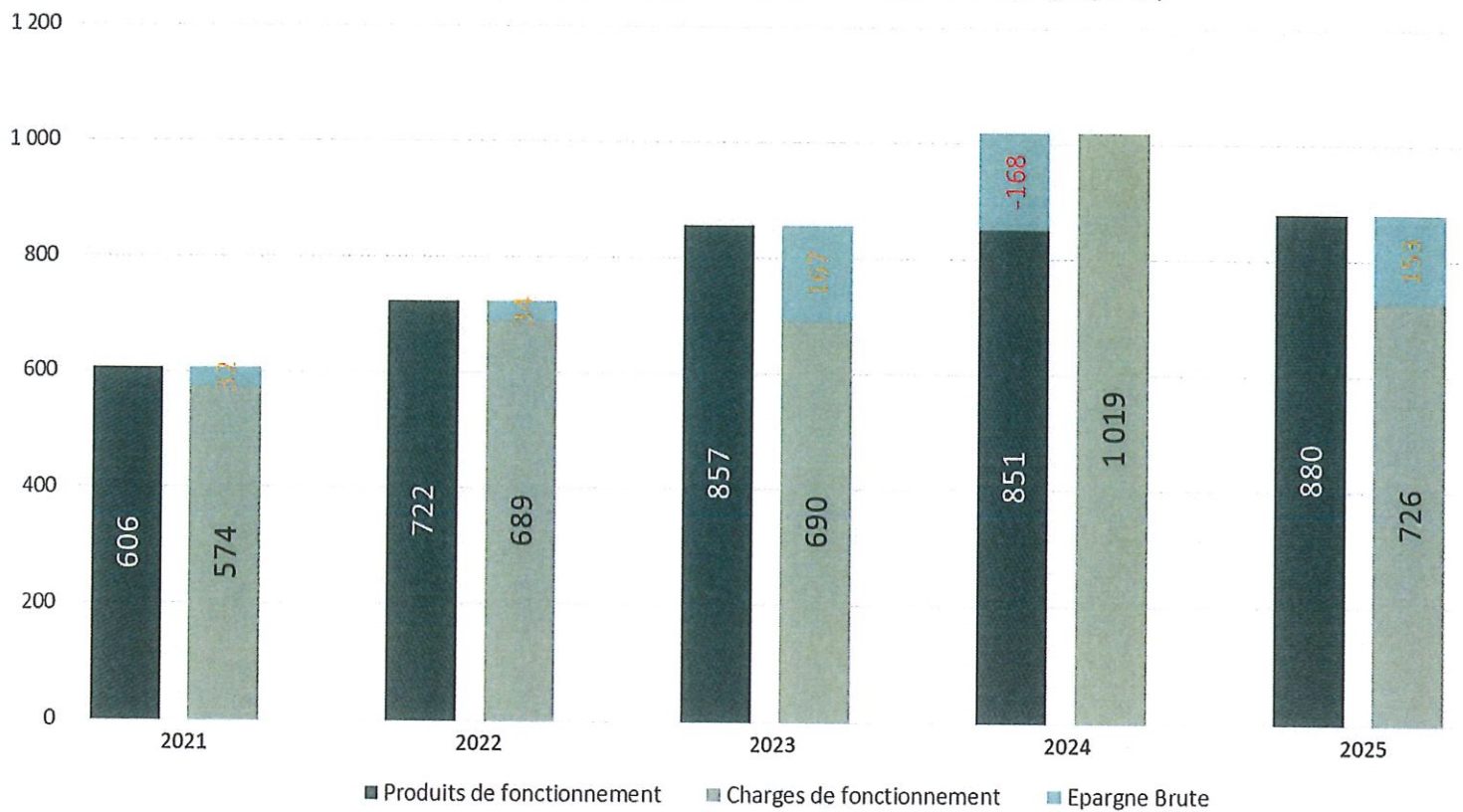


k. La compétence transports scolaires

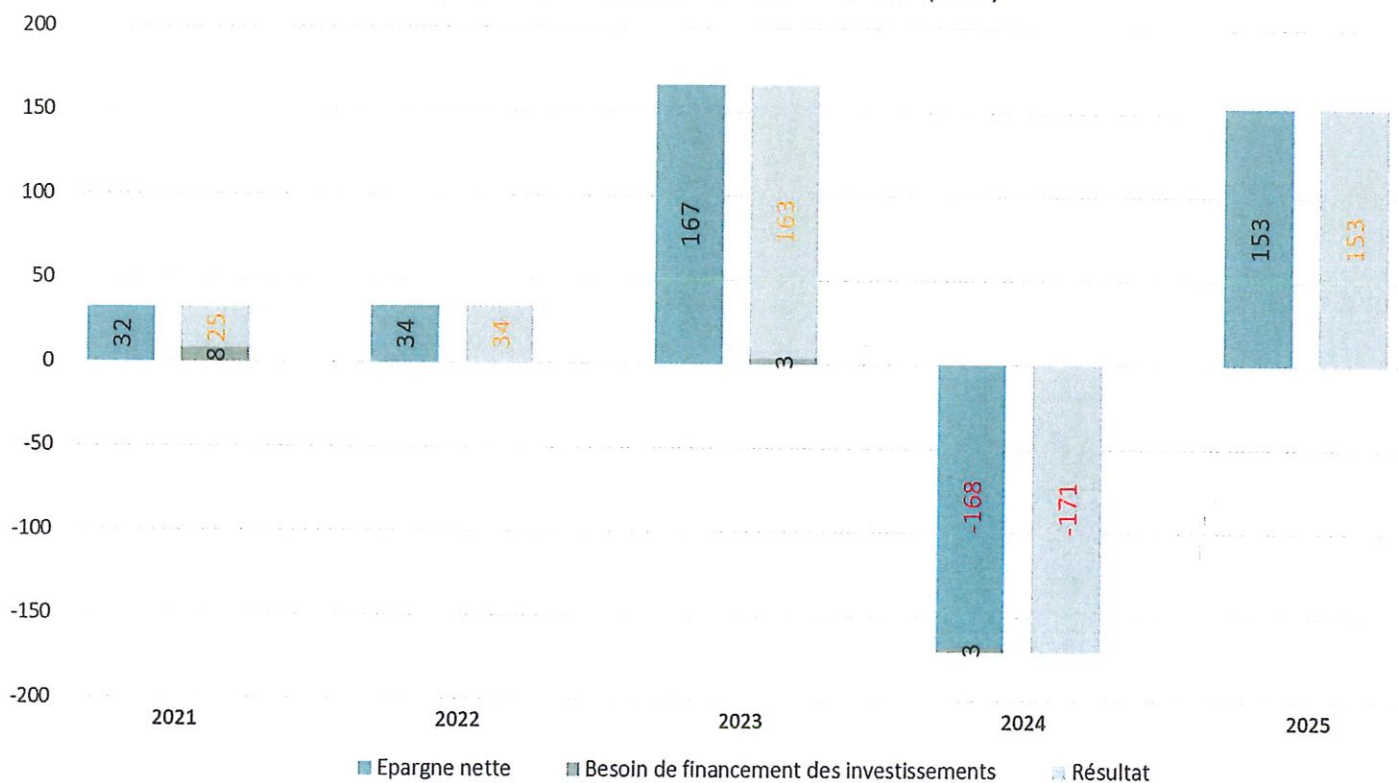
	2021	2022	2023	2024	2025	Δ moy ou moy	Ecart
	Prévisionnel						
Produits de fonctionnement	606 070	722 480	856 955	850 561	879 693	+9,8%	273 623
Produits des services, du domaine et ventes	112 585	128 963	136 337	638	0	-100,0%	-112 585
Dotations, subventions et participations	493 485	593 517	720 618	708 325	725 491	+10,1%	232 006
Autres produits de gestion courante	0	0	0	141 598	154 202	n/a	154 202
Charges de fonctionnement	573 573	688 769	690 427	1 018 688	726 300	+6,1%	152 727
Charges à caractère général	573 573	688 769	690 427	1 018 616	726 150	+6,1%	152 577
Autres charges	0	0	0	73	151	n/a	151
Résultat de fonctionnement	32 498	33 711	166 528	-168 128	153 393	+47,4%	120 896
Dépenses d'investissement	7 908	0	3 354	2 644	0	2 781	-7 908
Recettes d'investissement	0	0	0	0	0	0	0
Besoin de financement des investissements	7 908	0	3 354	2 644	0	2 781	-7 908
Résultat	24 590	33 711	163 174	-170 771	153 393	40 819	128 804

La compétence transports scolaires dégage un résultat de 153 K€ en 2025. Son évolution est erratique, pouvant varier de -171 K€ en 2024 à +163 K€ en 2023.

Evolution des dépenses et recettes - Détermination du niveau d'épargne (en K€)



Epargne nette - besoin de financement - Résultat (en K€)



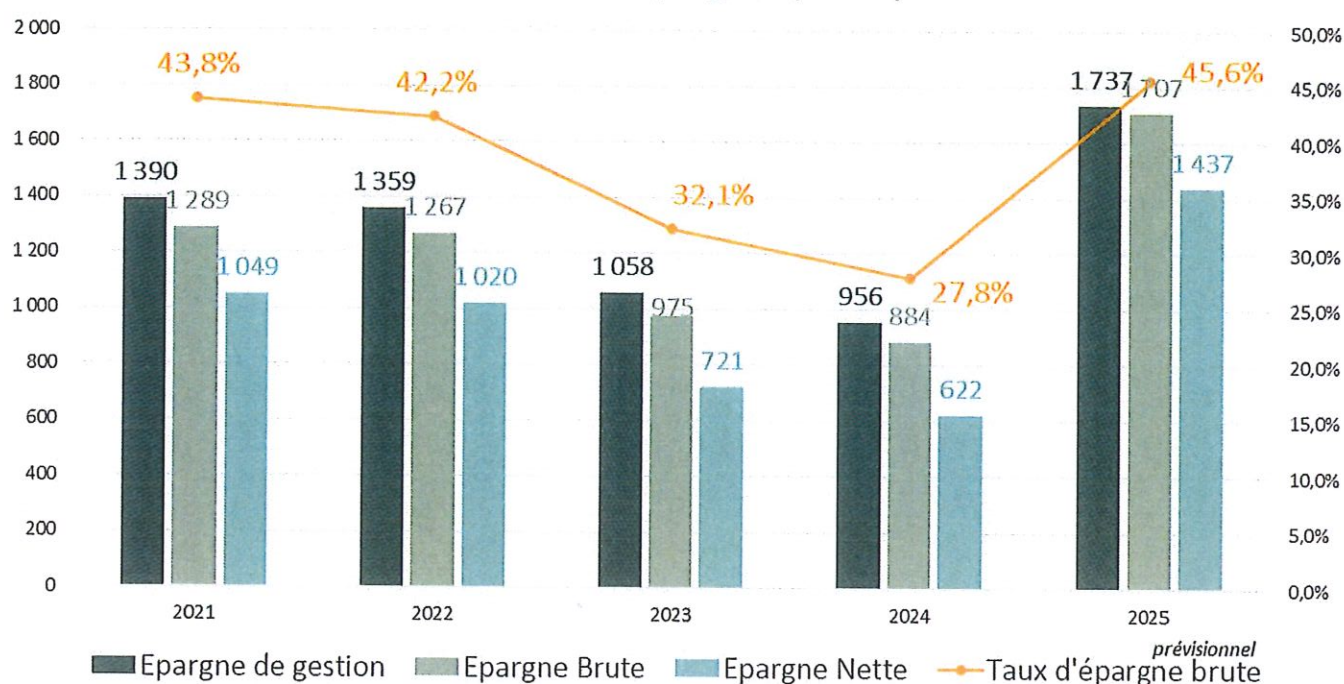
3. Evolution financière – budget eau

a. Synthèse

Comptes administratifs	2021	2022	2023	2024	2025	Δ moy ou moy	Ecart
					Prévisionnel		
Produits de fonctionnement	2 945 411	3 004 418	3 034 929	3 177 070	3 747 929	+6,2%	802 518
Ventes produits fabriqués, prestations	2 791 514	2 946 996	2 989 700	3 145 917	3 673 754	+7,1%	882 240
Subventions d'exploitation	0	0	0	0	50 000	n/a	50 000
Autres produits de gestion courante	11 667	53 506	30 625	11 569	24 174	+20,0%	12 507
Autres produits	142 230	3 916	14 605	19 584	1	-94,6%	-142 229
Charges de fonctionnement	1 656 642	1 737 325	2 059 543	2 293 382	2 040 723	+5,4%	384 081
Charges à caractère général	752 781	938 350	1 190 977	1 234 919	868 710	+3,6%	115 929
Charges de personnel et frais assimilés	413 386	419 954	496 888	556 020	575 201	+8,6%	161 816
Atténuations de produits	285 187	264 451	224 000	338 895	463 624	+12,9%	178 437
Autres charges de gestion courante	48 532	8 047	3 671	47 522	51 836	+1,7%	3 304
Charges financières	101 609	92 073	82 161	72 169	29 295	-26,7%	-72 313
Autres charges dont dotations provisions	55 148	14 450	61 846	43 857	52 056	-1,4%	-3 092
Epargne de gestion	1 390 378	1 359 166	1 057 547	955 857	1 736 502	+5,7%	346 124
Charges d'intérêts	101 609	92 073	82 161	72 169	29 295	-27%	-72 313
Epargne Brute	1 288 769	1 267 093	975 386	883 688	1 707 207	+7,3%	418 438
Remboursement du capital	239 903	246 932	254 266	261 856	269 903	+3,0%	30 000
Epargne Nette	1 048 866	1 020 161	721 120	621 831	1 437 304	+8,2%	388 437
Dépenses d'investissement	1 364 331	670 841	854 481	862 026	1 113 681	973 072	-250 650
Dont dépenses d'équipement	1 223 317	670 841	854 481	862 026	1 113 681	944 869	-109 636
Recettes d'investissement	962 346	401 866	28 500	0	358 667	350 276	-603 679
Besoin de financement des investissements	401 985	268 975	825 981	862 026	755 014	622 796	353 028
Epargne brute	1 288 769	1 267 093	975 386	883 688	1 707 207	1 224 429	418 438
Variation de dette	-239 903	-246 932	-254 266	-261 856	-269 903	-254 572	-30 000
Variation du fonds de roulement	646 881	751 187	-104 860	-240 195	682 290	347 061	35 409
FdR au 31/12	2 101 650	2 852 837	2 747 976	2 507 781	3 190 071	2 680 063	1 088 422
En-cours de dette au 31/12	2 597 427	2 350 495	2 096 229	1 834 373	1 564 470	2 088 599	-1 032 958
Ratio de capacité de désendettement	2,0	1,9	2,1	2,1	0,9	1,8	-1,1
Taux d'épargne brute	43,8%	42,2%	32,1%	27,8%	45,6%	38,3%	1,8%

b. Evolution des épargnes

Niveau des épargnes (en K€)



	2021	2022	2023	2024	2025	Δmoy	Ecart
<i>Prévisionnel</i>							
Produits de fonctionnement	2 945	3 004	3 035	3 177	3 748	+6,2%	803
Evolution		2,00%	1,02%	4,68%	17,97%		
Charges de gestion	1 555	1 645	1 977	2 221	2 011	+6,6%	456
Evolution		5,80%	20,19%	12,33%	-9,44%		
Epargne de gestion	1 390	1 359	1 058	956	1 737	5,71%	346
Evolution		-2,24%	-22,19%	-9,62%	81,67%		
Intérêts de la dette	102	92	82	72	29	-26,72%	-72
Evolution		-9,38%	-10,77%	-12,16%	-59,41%		
Epargne brute	1 289	1 267	975	884	1 707	7,28%	418
Evolution		-1,68%	-23,02%	-9,40%	93,19%		
Remboursement du capital de la dette	240	247	254	262	270	2,99%	30
Evolution		2,93%	2,97%	2,99%	3,07%		
Epargne nette	1 049	1 020	721	622	1 437	8,19%	388
Evolution		-2,74%	-29,31%	-13,77%	131,14%		

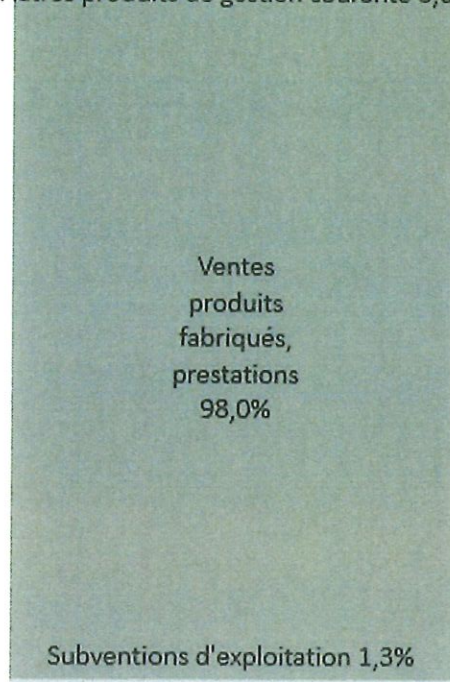
De par l'augmentation des produits des services (*ventes d'eau, travaux, etc.*) de +527 K€ et la diminution des charges et notamment des charges à caractère général (-116 K€), la situation financière de la collectivité s'améliore entre 2024 et 2025. Entre 2024 et 2025, l'épargne brute augmente de 815 K€ et s'établit donc à 1.7 M€ en 2025. Cette situation permet de dégager un bon niveau de taux d'épargne brute ; il s'établit à 45.6% en 2025.

Déduction faite du remboursement du capital, l'épargne nette représente 1.4 M€ en 2025, soit une hausse de 815 K€ par rapport à 2024.

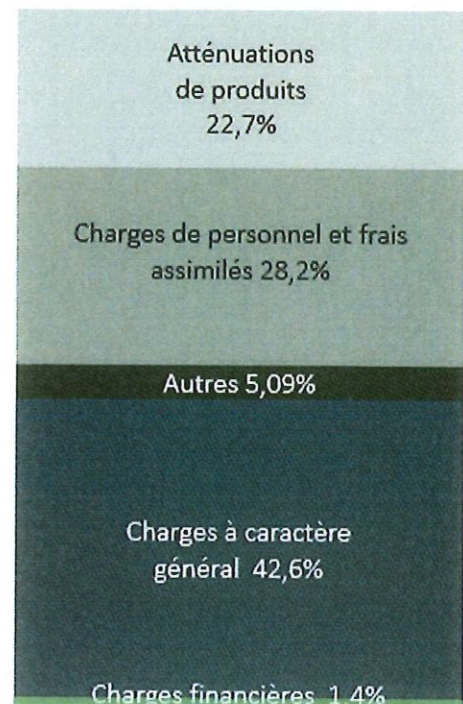
c. Evolution et poids des charges et des recettes (prévisionner)

Recettes réelles de fonctionnement 2025

Autres produits de gestion courante 0,6%

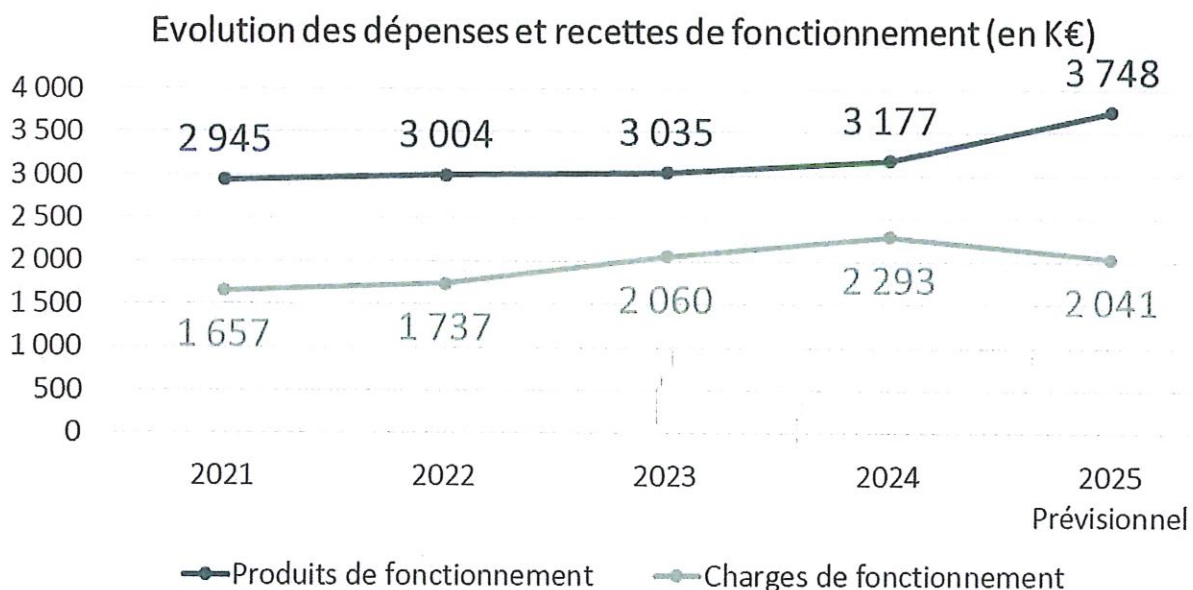


Dépenses réelles de fonctionnement 2025



En 2025, les ventes de produits fabriqués (3.7 M€) constituent le premier poste de recettes et représentent 98% des recettes réelles de fonctionnement.

Les charges à caractère général s'établissent à 869 K€ et représentent 42.6% des charges réelles de fonctionnement. Les dépenses de personnel constituent le deuxième poste de dépenses pour 28.2% soit 575 K€ en 2025.



Entre 2021 et 2025, les charges réelles de fonctionnement ont augmenté de 456 K€ (dont +116 K€ de charges à caractère général et +162 K€ de charges de personnel). Elles représentent 2 M€ en 2025.

En 2025, les produits réels de fonctionnement s'établissent à 3.7 M€ et ont augmenté de 803 K€ comparativement à 2021 (dont +882 K€ ventes produits fabriqués, prestations).

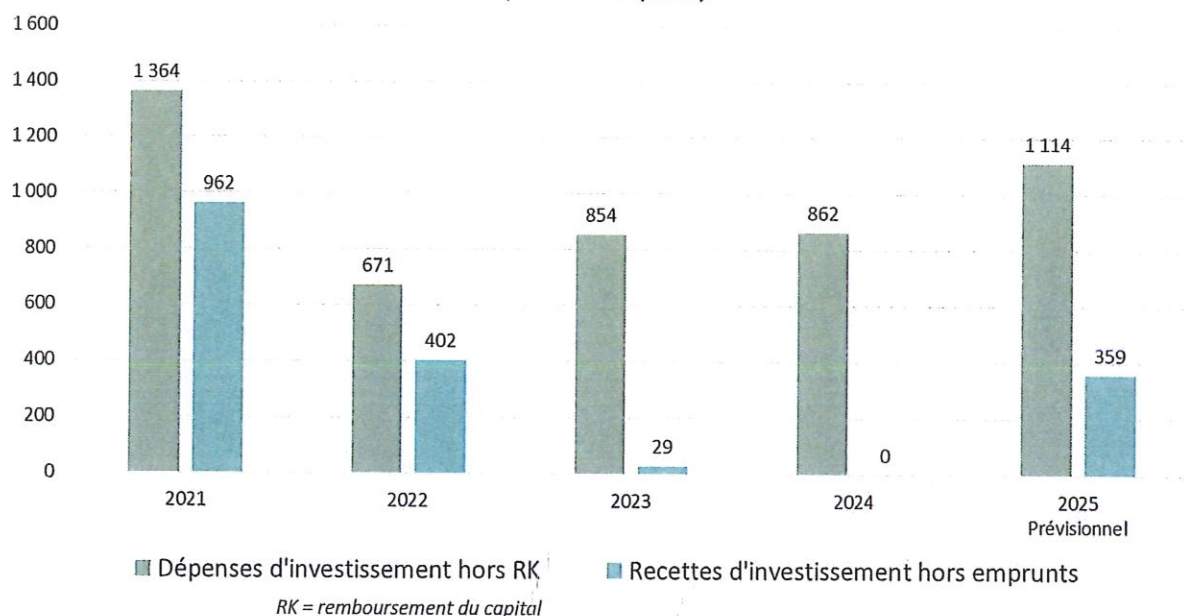
d. Focus sur les ventes de produits fabriqués, prestations

	2021	2022	2023	2024	2025	Δ moy ou moy	Ecart
Ventes d'eau aux abonnés	2 278 460	2 385 829	2 445 310	2 567 487	2 896 360	+6,2%	617 900
Contre-valeur redevance prélèvement	52 953	53 669	54 335	269 675	0	-100,0%	-52 953
Redevance pollution d'origine domestique	228 050	234 097	247 580	57 016	0	-100,0%	-228 050
Redevance sur la consommation d'eau potable	0	0	0	0	436 295	n/a	436 295
Travaux	116 657	152 572	93 115	86 836	235 022	+19,1%	118 365
Redevance modernisation des réseaux	72 410	80 976	81 637	91 574	0	-100,0%	-72 410
Autres prestations de services	200	330	7 285	4 355	37 943	+271,1%	37 743
Mise à disposition de personnel facturée	41 060	37 821	56 681	62 918	67 095	+13,1%	26 035
Remboursement de frais	1 725	1 703	3 757	6 057	1 039	-11,9%	-686
Ventes produits fabriqués, prestations	2 791 514	2 946 996	2 989 700	3 145 917	3 673 754	+7,1%	882 240

Les ventes de produits fabriqués et prestations représentent 3.7 M€ en 2025 et sont principalement composées de la vente d'eau aux abonnés pour 2.9 M€ soit 79% du poste de recettes. Comparativement à 2021, ces produits ont augmenté de 882 K€ soit +7.1% par an en moyenne. Cette croissance s'explique principalement par l'augmentation des ventes d'eau (+618 K€).

e. L'investissement

Evolution des dépenses et recettes d'investissement en K€
(hors RK et emprunts)



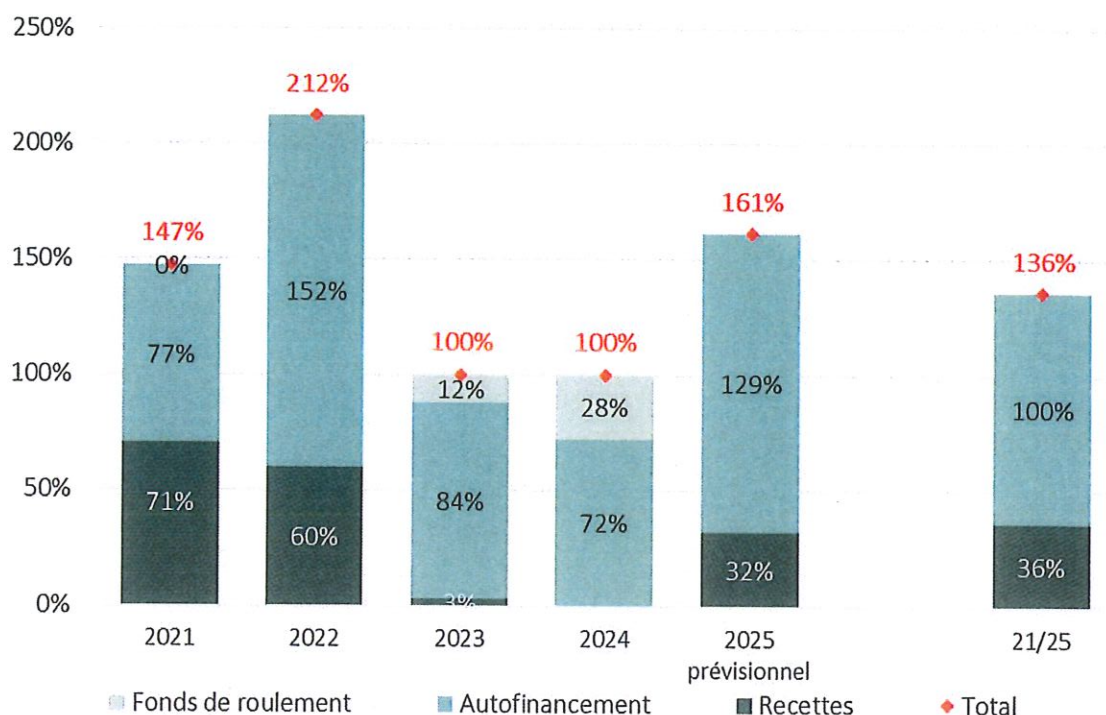
Sur la période 2021-2025, l'enveloppe budgétaire consacrée aux dépenses d'investissement s'établit à 4.9 M€. Ils sont couverts à 36% par les recettes d'investissement (1.8 M€ sur 2021-2025 en cumulé).

Pour rappel, les projets sur cette période sont :

- Andilly et Saint-Blaise – Passage souterrain Mont Sion
- Route de la Combe à Cercier – Renouvellement eau potable (linéaire 250 ml en diamètre 100 mm)
- La Trossaz à Cercier – renouvellement de canalisation (linéaire de 400m en diamètre 100 mm)
- Chemin de chez Veuillat à Copponex – 270 ml de canalisation de 40 mm

f. Le besoin de financement

Financement des investissements

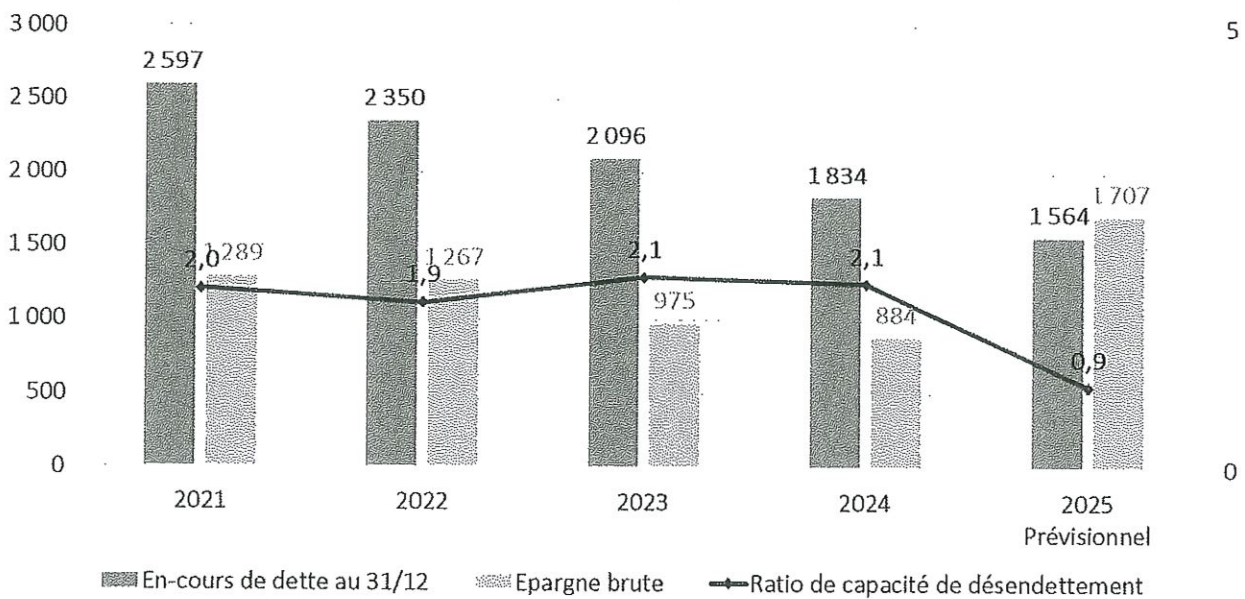


	2021	2022	2023	2024	2025	Moyenne
Besoin de financement					<i>Prévisionnel</i>	
Dépenses d'investissement hors RK	1 364	671	854	862	1 114	973
Recettes d'investissement hors emprunts	962	402	29	0	359	350
Besoin de financement	402	269	826	862	755	623
Couverture du besoin de financement						
Epargne brute	1 289	1 267	975	884	1 707	1 224
Variation de dette	-240	-247	-254	-262	-270	-255
Besoin de financement	402	269	826	862	755	623
Variation du fonds de roulement	647	751	-105	-240	682	347

Sur la période 2021-2025, les investissements ont été financés par les recettes d'investissement pour 36% et par l'autofinancement. Au global, les investissements ont donc été surfinancés (136%), ce qui a permis d'accroître le fonds de roulement.

g. La dette

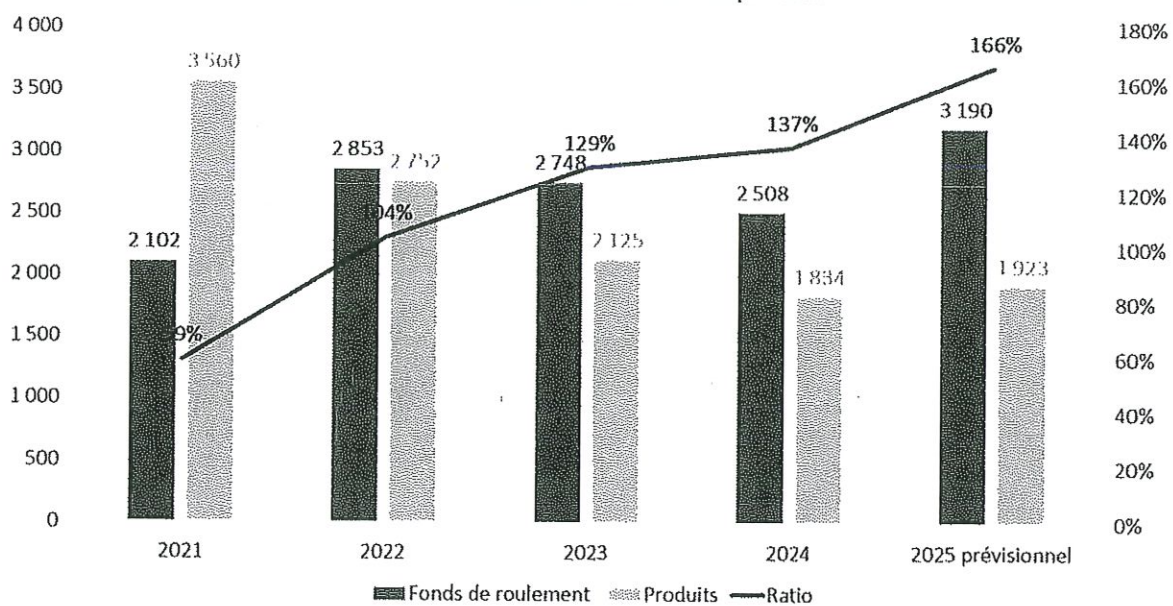
Endettement (en K€) et ratio de capacité de désendettement



L'encours de dette représente 1.6 M€ en 2025. La CC Pays de Cruseilles se désendette sur la période avec un encours en baisse de 1 M€. Le ratio de capacité de désendettement représente 0.9 années ; la collectivité est peu endettée comparativement à son épargne.

h. Le fonds de roulement

Poids du fonds de roulement sur les produits



Le fonds de roulement 2025 s'établit à 3.2 M€ en 2025. Il a augmenté de 1.1 M€ comparativement à 2021. Il représente ainsi 166% des produits (fonctionnement et investissement).

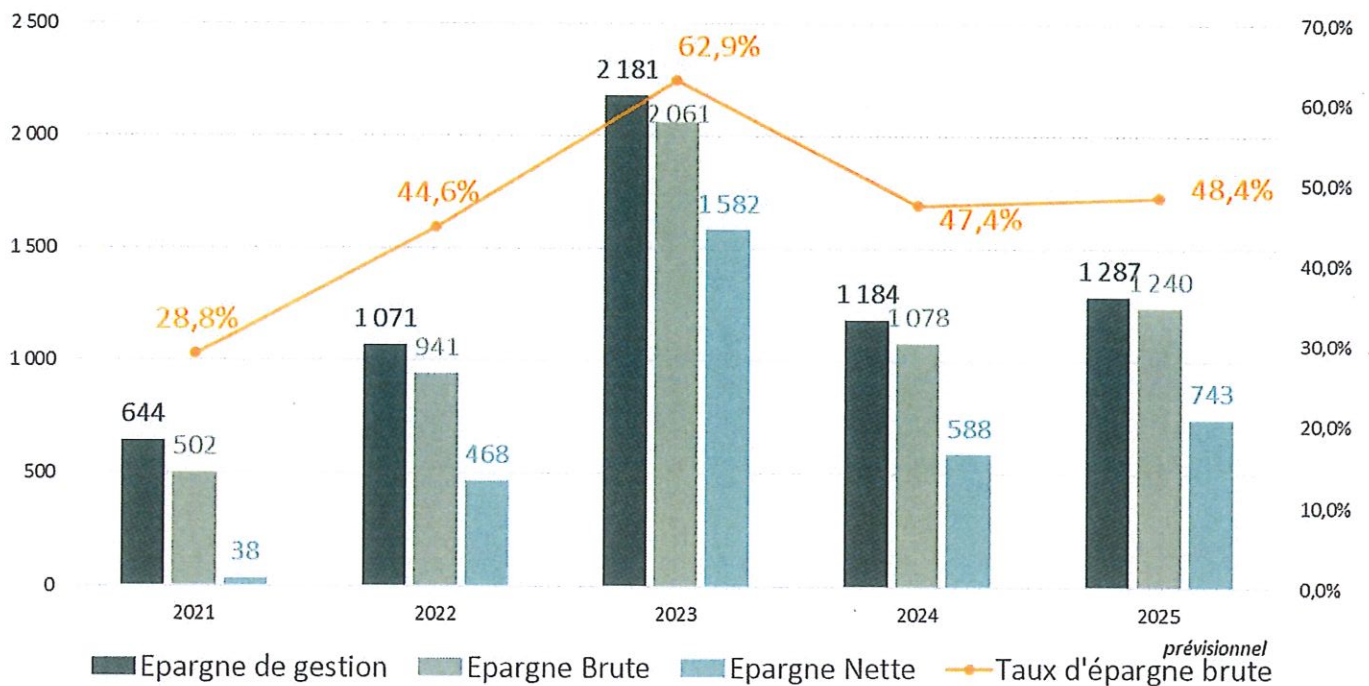
4. Evolution financière – budget assainissement

a. Synthèse

Comptes administratifs	2021	2022	2023	2024	2025	Δ moy ou moy	Ecart
					Prévisionnel		
Produits de fonctionnement	1 739 665	2 110 691	3 275 771	2 273 648	2 563 931	+10,2%	824 266
Ventes produits fabriqués, prestations	1 682 566	2 021 326	3 190 944	2 215 199	2 537 043	+10,8%	854 476
Subventions d'exploitation	44 705	30 254	44 305	42 122	0	-100,0%	-44 705
Autres produits de gestion courante	4 109	23 188	16 306	8 889	17 688	+44,0%	13 579
Autres produits	8 284	35 923	24 215	7 438	9 200	+2,7%	916
Charges de fonctionnement	1 238 001	1 169 388	1 214 642	1 195 550	1 324 049	+1,7%	86 048
Charges à caractère général	588 067	553 636	576 171	507 863	643 924	+2,3%	55 858
Charges de personnel et frais assimilés	437 794	469 935	486 739	511 588	532 557	+5,0%	94 764
Autres charges de gestion courante	4 830	7 670	3 649	31 652	58 997	+86,9%	54 167
Charges financières	142 483	129 284	119 618	106 184	47 556	-24,0%	-94 926
Autres charges dont dotations provisions	64 828	8 863	28 464	38 264	41 014	-10,8%	-23 815
Epargne de gestion	644 147	1 070 587	2 180 748	1 184 282	1 287 439	+18,9%	643 292
Charges d'intérêts	142 483	129 284	119 618	106 184	47 556	-24%	-94 926
Epargne Brute	501 664	941 303	2 061 129	1 078 098	1 239 883	+25,4%	738 218
Remboursement du capital	463 840	472 833	478 763	490 093	496 587	+1,7%	32 747
Epargne Nette	37 825	468 469	1 582 366	588 005	743 296	+110,5%	705 471
Dépenses d'investissement	184 204	128 075	256 199	243 222	237 093	209 759	52 889
Dont dépenses d'équipement	178 666	128 075	256 199	243 222	237 093	208 651	58 427
Recettes d'investissement	97 449	0	58 836	0	0	31 257	-97 449
Besoin de financement des investissements	86 756	128 075	197 363	243 222	237 093	178 502	150 337
Epargne brute	501 664	941 303	2 061 129	1 078 098	1 239 883	1 164 415	738 218
Variation de dette	-463 840	-472 833	-478 763	-490 093	-496 587	-480 423	-32 747
Variation du fonds de roulement	-48 931	340 394	1 385 004	344 783	506 203	505 491	555 134
FdR au 31/12	672 600	1 012 993	2 397 997	2 742 780	3 248 983	2 015 071	2 576 384
En-cours de dette au 31/12	4 936 430	4 463 597	3 984 834	3 494 741	2 998 154	3 975 551	-1 938 275
Ratio de capacité de désendettement	9,8	4,7	1,9	3,2	2,4	4,4	-7,4
Taux d'épargne brute	28,8%	44,6%	62,9%	47,4%	48,4%	46,4%	19,5%

b. Evolution des épargnes

Niveau des épargnes (en K€)



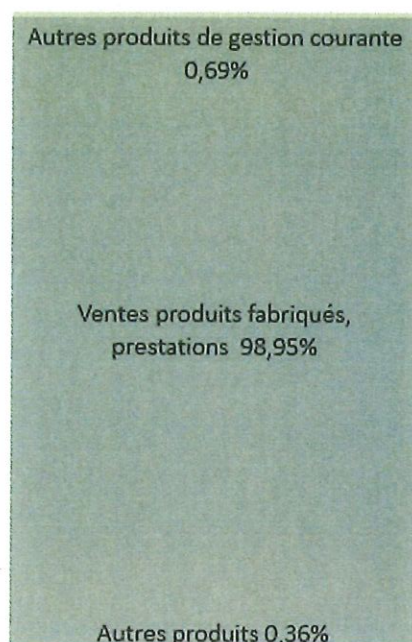
	2021	2022	2023	2024	2025	Δmoy	Ecart
<i>Prévisionnel</i>							
Produits de fonctionnement	1 740	2 111	3 276	2 274	2 564	+10,2%	824
Evolution		21,33%	55,20%	-30,59%	12,77%		
Charges de gestion	1 096	1 040	1 095	1 089	1 276	+3,9%	181
Evolution		-5,06%	5,28%	-0,52%	17,18%		
Epargne de gestion	644	1 071	2 181	1 184	1 287	18,90%	643
Evolution		66,20%	103,70%	-45,69%	8,71%		
Intérêts de la dette	142	129	120	106	48	-23,99%	-95
Evolution		-9,26%	-7,48%	-11,23%	-55,21%		
Epargne brute	502	941	2 061	1 078	1 240	25,38%	738
Evolution		87,64%	118,97%	-47,69%	15,01%		
Remboursement du capital de la dette	464	473	479	490	497	1,72%	33
Evolution		1,94%	1,25%	2,37%	1,33%		
Epargne nette	38	468	1 582	588	743	110,55%	705
Evolution		1139%	237,77%	-62,84%	26,41%		

De par l'augmentation des produits des services (*travaux, participations assainissement collectif et non collectif, etc.*) de +322 K€ et l'augmentation moins importante des charges (+128 K€), la situation financière de la collectivité s'améliore entre 2024 et 2025. Entre 2024 et 2025, l'épargne brute augmente de 162 K€ et s'établit donc à 1.2 M€ en 2025. Cette situation permet de dégager un bon niveau de taux d'épargne brute ; il s'établit à 48.4% en 2025.

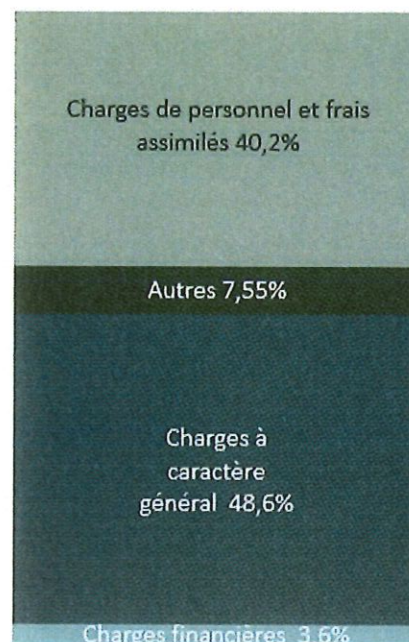
Déduction faite du remboursement du capital, l'épargne nette représente 743 K€ en 2025, soit une hausse de 155 K€ par rapport à 2024.

c. Evolution et poids des charges et des recettes *(prévisionnel)*

Recettes réelles de fonctionnement 2025



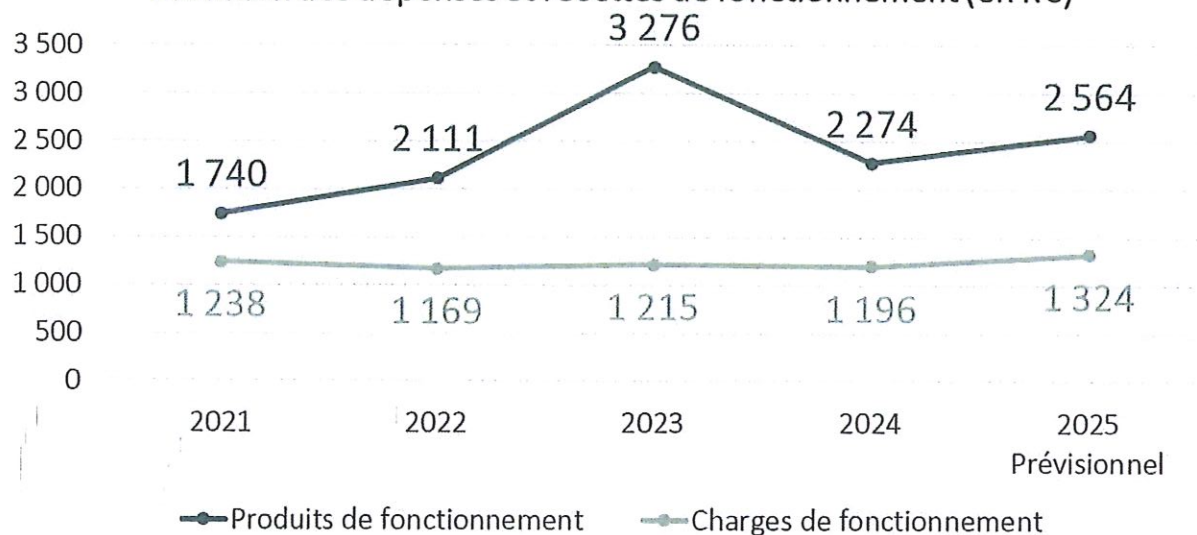
Dépenses réelles de fonctionnement 2025



En 2025, les ventes de produits fabriqués (2.5 M€) constituent le premier poste de recettes et représentent 99% des recettes réelles de fonctionnement.

Les charges à caractère général s'établissent 644 K€ et représentent 49% des charges réelles de fonctionnement. Le deuxième poste de dépense sont les dépenses de personnel pour 40% soit 533 K€ en 2025.

Evolution des dépenses et recettes de fonctionnement (en K€)



Entre 2021 et 2025, les charges réelles de fonctionnement ont augmenté de 86 K€ (dont +56 K€ de charges à caractère général et +95 K€ de charges de personnel). Elles représentent 13.3 M€ en 2025.

En 2025, les produits réels de fonctionnement s'établissent à 2.6 M€ et ont augmenté de 824 K€ comparativement à 2021 (dont +854 K€ de ventes produits fabriqués, prestations).

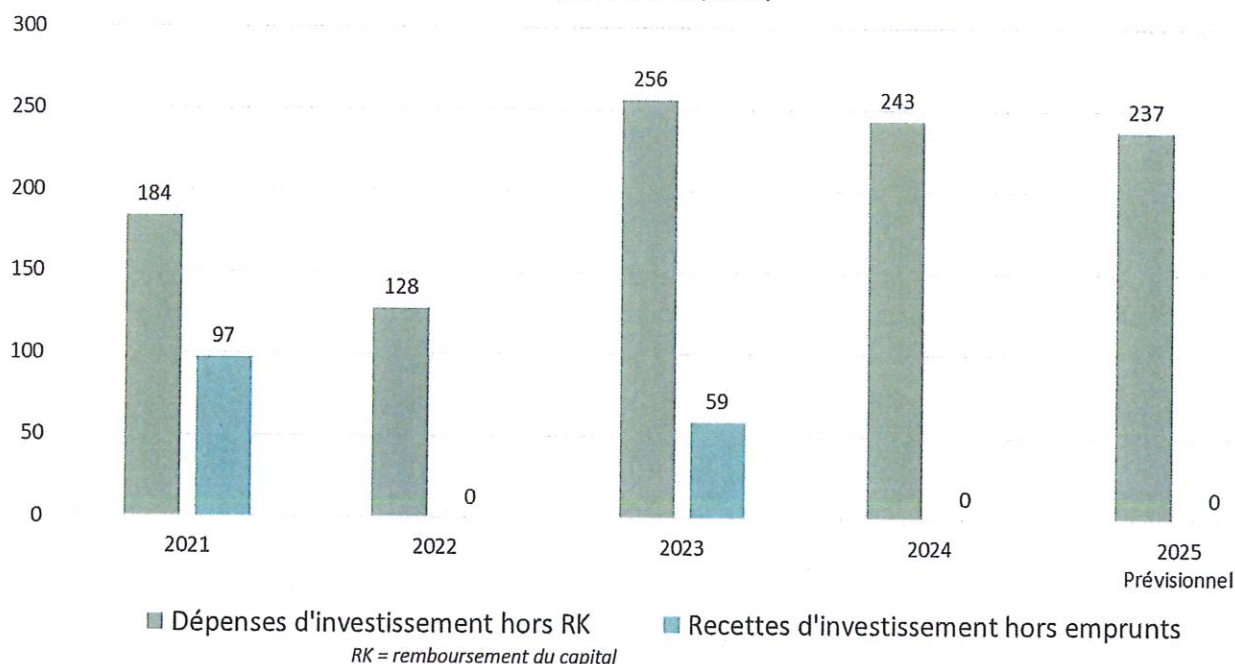
d. Focus sur les ventes de produits fabriqués, pr

	2021	2022	2023	2024	2025	Δ moy ou moy	Ecart
Travaux	39 028	32 950	55 573	19 610	102 969	+27,4%	63 941
Redevance d'assainissement collectif	1 206 594	1 246 206	1 316 223	1 435 323	1 615 339	+7,6%	408 745
Participations assainissement collectif	310 350	596 672	1 651 482	585 176	612 720	+18,5%	302 370
Redevances assainissement non collectif	58 740	63 712	64 811	75 624	77 352	+7,1%	18 612
Autres prestations de services	11 230	5 400	27 175	15 922	26 013	+23,4%	14 783
Mise à disposition de personnel facturée	56 624	76 385	75 680	83 543	102 649	+16,0%	46 026
Dotations, subventions et part.	1 682 566	2 021 326	3 190 944	2 215 199	2 537 043	+10,8%	854 476

Les ventes de produits fabriqués et prestations représentent 2.5 M€ en 2025 et sont principalement composées de la redevance d'assainissement collectif pour 1.6 M€ soit 64% du poste de recettes. Comparativement à 2021, ces produits ont augmenté de 854 K€ soit 10.8% par an en moyenne. Cette croissance s'explique principalement par la hausse de la redevance d'assainissement collectif (+409 K€) combinée à celle des participations d'assainissement collectif (+302 K€).

e. L'investissement

Evolution des dépenses et recettes d'investissement en K€
(hors RK et emprunts)



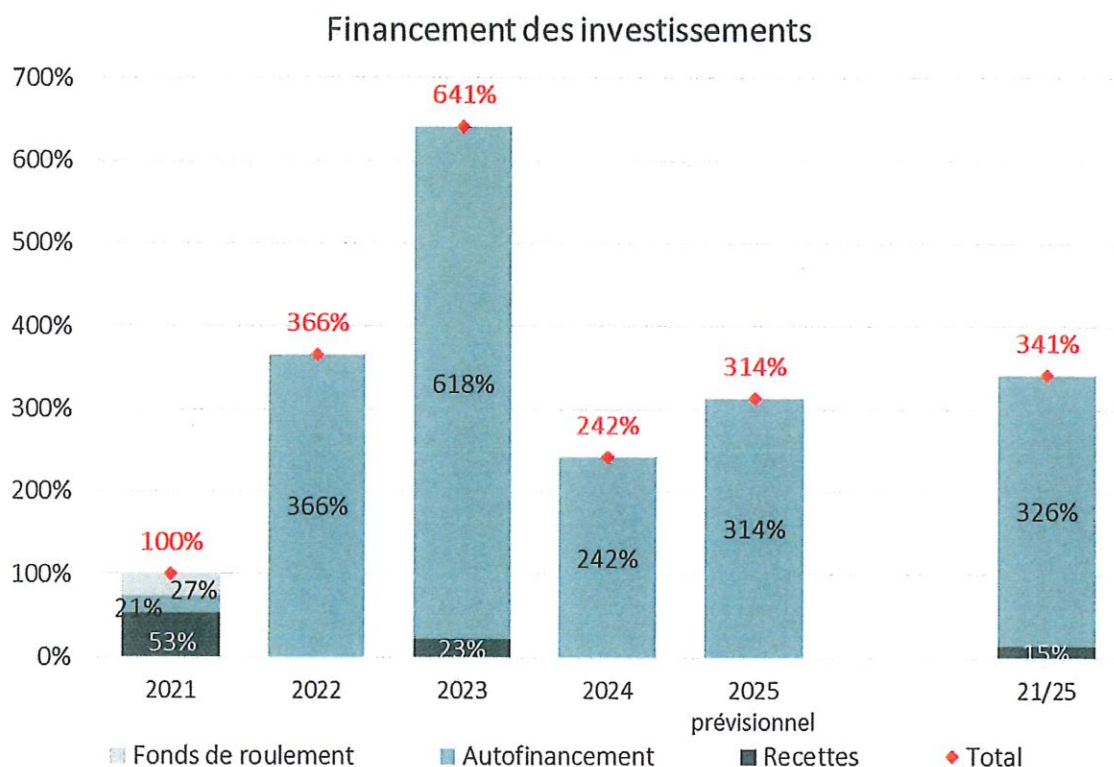
Sur la période 2021-2025, l'enveloppe budgétaire consacrée aux dépenses d'investissement s'établit à 1 M€. Ils sont couverts à 15% par les recettes d'investissement (156 K€ sur 2021-2025 en cumulé).

Pour rappel, les projets sur cette période sont :

- Andilly et Saint-Blaise – Passage souterrain Mont Sion
- Route de la Cour à Cercier – Création du réseau assainissement (linéaire 340 m et raccordement d'environ 40 EH)
- Cercier – Nettoyage de la zone d'épandage de la STEP et remise en état bâche d'étanchéité
- Cercier – Mise en place de débitmètre sur la STEP
- Copponex – Traitement Bactério de la STEP
- Copponex – Etude mise en place BIO disque pour amélioration de la STEP
- Copponex – Point de raccordement du stade

- Copponex – Nettoyage de la zone d'épandage de la STEP et remise en état bâche d'étanchéité
- Villy-le-Bouveret – Mise en place de débitmètre sur la STEP
- Menthonnex-en-Bornes – Mise en place de débitmètre sur la STEP
- Menthonnex-en-Bornes – Remplacement sable filtre de la STEP
- Menthonnex-en-Bornes – Nettoyage de la zone d'épandage de la STEP et remise en état bâche d'étanchéité
- Villy-le-Bouveret – Reprise du tuyau d'arrivée à la STEP environ 20 ml
- Chemin de chez Viollet à Villy-le-Bouveret – 180 ml de fonte 100mm

f. Le besoin de financement

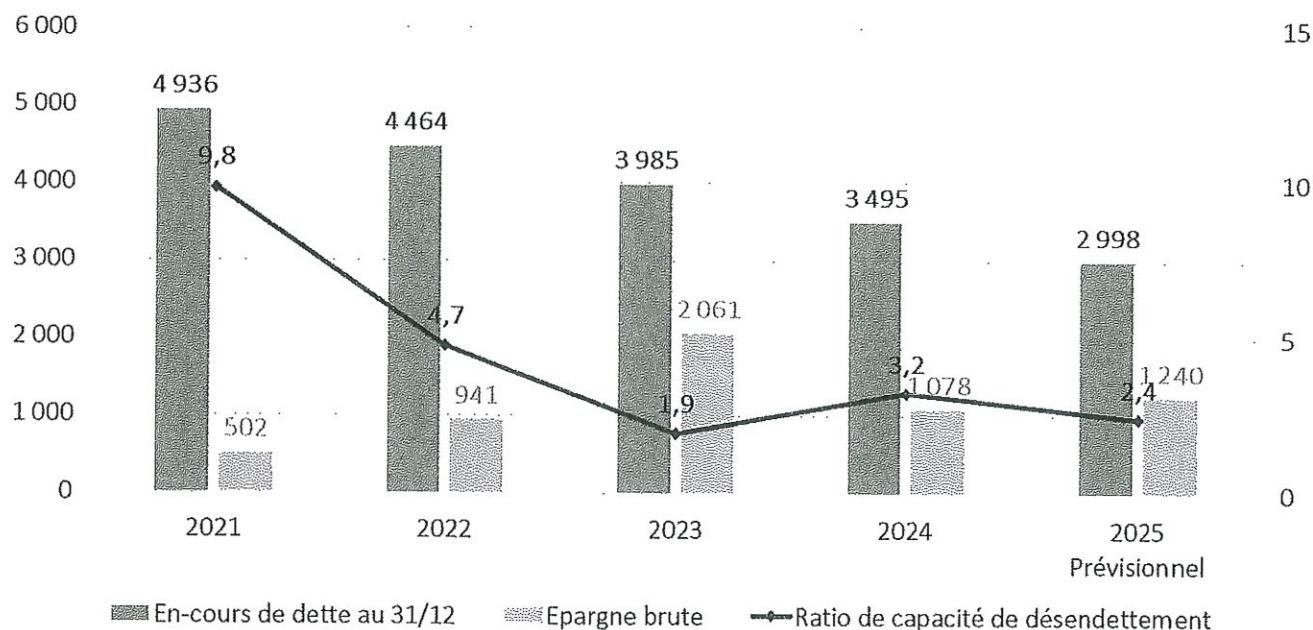


	2021	2022	2023	2024	2025	Moyenne
Besoin de financement					Prévisionnel	
Dépenses d'investissement hors RK	184	128	256	243	237	210
Recettes d'investissement hors emprunts	97	0	59	0	0	31
Besoin de financement	87	128	197	243	237	179
Couverture du besoin de financement						
Epargne brute	502	941	2 061	1 078	1 240	1 164
Variation de dette	-464	-473	-479	-490	-497	-480
Besoin de financement	87	128	197	243	237	179
Variation du fonds de roulement	-49	340	1 385	345	506	505

Sur la période 2021-2025, les investissements ont été financés par les recettes d'investissement pour 15% et par l'autofinancement. Au global, les investissements ont donc été surfinancés (341%), ce qui a permis d'accroître le fonds de roulement.

g. La dette

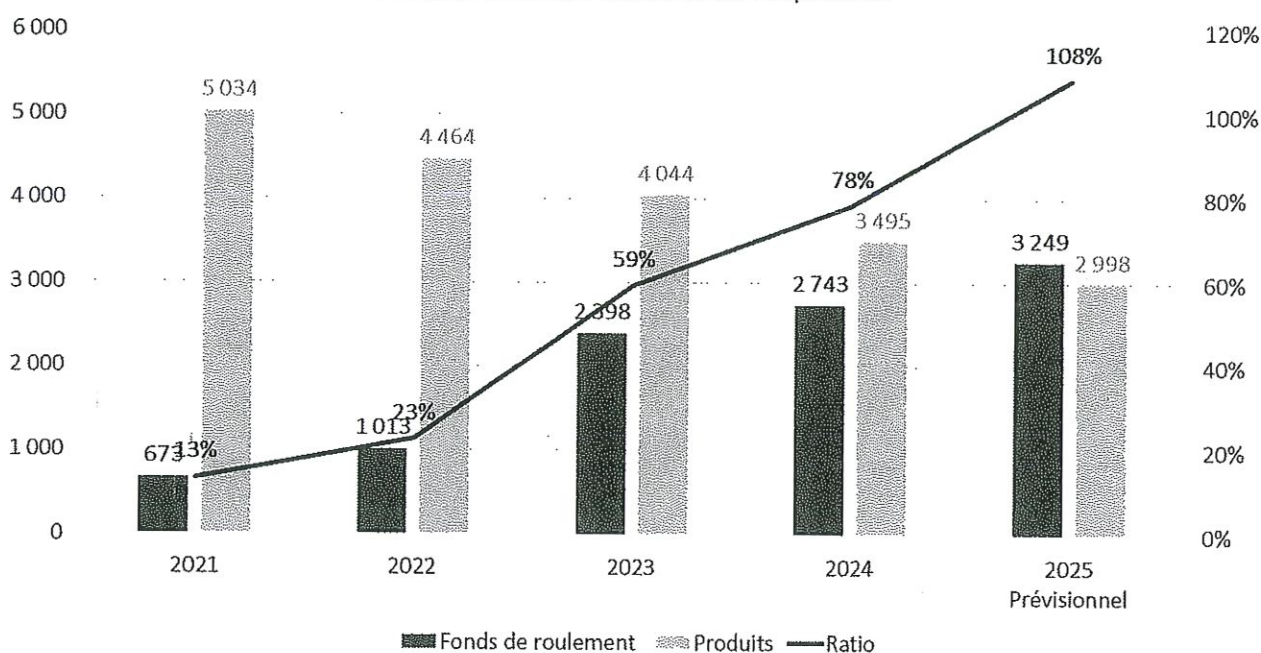
Endettement (en K€) et ratio de capacité de désendettement



L'encours de dette représente 3 M€ en 2025. La CC Pays de Cruseilles se désendette sur la période avec un encours en baisse de -1,9 M€. Le ratio de capacité de désendettement représente 2,4 années ; la collectivité est peu endettée comparativement à son épargne.

h. Le fonds de roulement

Poids du fonds de roulement sur les produits



Le fonds de roulement 2025 s'établit à 3,2 M€ en 2025. Il a augmenté de 2,6 M€ comparativement à 2021. Il représente ainsi 108% des produits (fonctionnement et investissement).

5. Orientations budgétaires

1. Orientations budgétaires – budget principal

a. L'évolution des recettes

1- Les produits des services

- Travaux (branchements neufs) : 40 000 €
- Redevance bibliothèque : 6 000 €
- Compensation salariale eau – assainissement : 254 000 €
- Mise à disposition personnel école : 15 000 €
- Déchetterie et composteurs : 18 800 €
- Redevance centre nautique : 366 000 €
- Mise à disposition du complexe sportif intercommunal : 300 €

Soit un total de 700 K€.

2- La fiscalité

Stabilité des taux de fiscalité.

Revalorisation des bases d'imposition : +0.8%

2026 Provisoire			
	Base	Taux	Produit
TH	2 331 504	12,10%	282 112
Compensation TH			2 932 373
TFB	21 622 608	11,08%	2 395 785
TFNB	394 632	45,87%	181 018
Taxe add TFNB			8 058
TEOM	22 628 408	10,77%	2 437 079
CFE	4 218 480	24,07%	1 015 388
CVAE			750 801
IFER			99 260
TASCOM			90 086
Rôles supp			57 975
FNGIR			331 545
Taxe séjour			70 885
GEMAPI			150 000
Total	51 195 632		10 802 365

L'enveloppe proposée en 2026 sur la fiscalité s'établit à 10 802 K€, enveloppe à laquelle s'ajoute 69 K€ de reversement du Grand Annecy dans le cadre de la zone d'activité.

Soit une enveloppe globale de 10 879 K€.

3- Les dotations

Stabilité générale des dotations ; soit une enveloppe de 4 245 K€.

4- Les autres produits de gestion courante

- Régie transport scolaire : 135 000 €
- Loyers : 163 300 €
- Soutien déchets : 230 000 €
- Autres : 7 000 € (CAUE – Frais de dossier eaux pluviales)

Soit un total de 536 K€.

b. L'évolution des dépenses

1- Les charges à caractère général

	Rappel Budget 2025	Proposition 2026	Evolution BP en €
Contrats de prestations de services	2 371 613	2 338 960	-32 653
Etudes et recherches	92 424	42 000	-50 424
Fournitures administratives	15 450	14 350	-1 100
Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	22 200	22 200	0
Fournitures scolaires	110 500	111 200	+700
Autres matières et fournitures	27 250	16 718	-10 532
Locations immobilières	1 200	41 400	+40 200
Maintenance	262 200	306 000	+43 800
Multirisques	29 000	35 000	+6 000
Assur. obligatoire dommage-construction	60 000	60 000	0
Autres primes d'assurance	15 000	15 000	0
Versements à des organismes de formation	20 000	33 000	+13 000
Divers	91 758	94 990	+3 232
Annonces et insertions	40 000	40 500	+500
Réceptions	26 500	28 500	+2 000
Catalogues et imprimés	41 000	34 770	-6 230
Transports de biens	235 000	275 000	+40 000
Transports de personnes extérieures	900 000	800 000	-100 000
Frais de télécommunications	45 000	45 000	0
Frais de nettoyage des locaux	481 000	484 005	+3 005
Eau et assainissement	120 000	135 000	+15 000
Combustibles	50 000	55 000	+5 000
Carburants	70 000	60 000	-10 000
Produits de traitement	16 000	20 000	+4 000
Fournitures d'entretien	41 650	44 650	+3 000
Fournitures de petit équipement	124 050	136 950	+12 900
Fournitures de voirie	22 100	26 600	+4 500
Vêtements de travail	10 700	13 070	+2 370
Autres	100 000	203 900	+103 900
Entretien terrains	250 000	224 000	-26 000
Entretien matériel roulant	80 000	100 000	+20 000

Entretien autres biens mobiliers	47 500		
Autres honoraires, conseils	7 180	31 050	+23 870
Remb. frais aux communes membres du GFP	71 742	30 000	-41 742
Taxes foncières	20 000	20 000	0
Gaz	82 000	150 000	+68 000
Electricité	288 000	350 000	+62 000
Entretien, réparations voiries	22 500	26 500	+4 000
Entretien, réparations réseaux	60 000	35 000	-25 000
Entretien Bâtiments Publics	220 000	220 000	0
Autres	112 145	95 348	-16 797
TOTAL	6 702 662	6 856 661	+153 999

2- Les charges de personnel (chapitres 011-012-65)

	Rappel Budget 2025	Proposition 2026	Evolution BP en €
Versements à des organismes de formation	20 000	30 000	+10 000
Autres honoraires, conseils	0	23 000	+23 000
Divers	2 200	16 000	+13 800
Voyages, déplacements et missions	13 000	6 000	-7 000
Remb. frais aux communes membres du GFP	15 000	0	-15 000
Autres impôts taxes et versements assim.	7 000	0	-7 000
Autre personnel extérieur	38 000	55 000	+17 000
Cotisations CNFPT et CDGFPT	60 000	60 000	0
Rémunération principale titulaires	1 460 000	1 540 000	80 000
SFT, indemnité de résidence	75 000	60 000	-15 000
Autres indemnités	450 000	450 000	0
Rémunérations	750 000	830 000	80 000
SFT, indemnité de résidence	10 000	10 000	0
Primes et autres indemnités	250 000	220 000	-30 000
Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	480 000	500 000	+20 000
Cotisations aux caisses de retraites	500 000	530 000	+30 000
Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	39 000	45 000	+6 000
Cotisations pour assurance du personnel	100 000	125 000	+25 000
Autres charges sociales diverses	80 000	82 000	+2 000
Indemnités de fonction	90 000	87 000	-3 000
Formation	500	2 000	+1 500
Autres	66 205	75 305	+9 100
TOTAL	4 505 905	4 746 305	+240 400

La construction du budget intègre les évolutions suivantes :

- Formation nouveaux arrivants : RPE ; MNS ; Directeur Population et reclassement d'un agent
- Accompagnement juridique
- Mission centre de gestion
- Renfort administratif – comptabilité centre de gestion
- 2 alternants dont 1 pour le SIG
- 1 ETP SIG permanent

- 1 ETP catégorie C référent déchet
- 0.5 ETP catégorie C renfort administratif
- 0.5 ETP catégorie B ressources humaines
- 1 ETP ATSEM sur une période de 4 mois
- Augmentation des cotisations annoncées par l'assureur risque statutaire
- Formation des Elus dans le cadre du nouveau mandat

3- Les autres charges de gestion courante

- Subvention : enveloppe de 315 K€ soit une évolution de 2% comparativement à 2025 pour tenir compte de l'inflation (*hors subvention exceptionnelle EHPAD*).
- Service incendie : 445 K€
- Maintenance et licence informatique : 81 K€
- Subvention tourisme : 42 K€
- Subvention droit privé (*Sila, Syrusses, Syane, etc.*) : 309 K€
- Ressources humaines (*cf. tableau présenté précédemment*) : 112 K€
- Prime vélo : 6 K€

Soit un total de 1.3 M€.

4- Les reversements de fiscalité

- Attribution de compensation – 590 628 € : maintien de l'enveloppe car aucun transfert de compétence prévu
- FPIC – 400 000 € : évolution prudente de 2%
- Régie taxe de séjour : 54 K€

Soit un total de 1 M€.

5- Les dépenses d'équipement

	Proposition 2026	Projets
Médiathèque	3 000	Banque d'accueil micro folie
Scolaire	9 000	Matériel de bureau – mobilier – aspirateurs et tabourets ATSEM
Direction population	5 000	Caution Santos
Sport	77 400	Etude piscines – autolaveuse – vidéosurveillance complexe – film luminosité – goulotte bassin – structure Wibit – petits équipements
Informatique	72 000	Photocopieur – PC – passage à MS – matériel pour scolaire
Bâtiment	2 832 100	Renouvellement surface synthétique Cruseilles – toit multi-accueil – reprise de la fuite de la médiathèque – aménagement combles CCPC – démarrage école Andilly / Saint Blaise – Etude agrandissement réhabilitation école de Cercier – Etude et réhabilitation école de Cernex – reprise et réfection aire de jeux école de Cernex – Travaux de chauffage école de Cruseilles – Etude rénovation énergétique école de Cruseilles – Reprise cour entrée école de Cuvat – aire de jeux école de Villy-le-Pelloux – Etude construction école de Villy-le-Pelloux – Réhabilitation école Villy-le-Pelloux – connexion GTC Groupe scolaire de Vovray Le Sappey – Eclairage – Thermostats connectés – Economiseurs d'eau – Rénovation énergétique – Cour école Allonzier
Voirie	1 440 972	Eclairage PAE de la Caille – Renouvellement éclairage extérieurs des stades – Réparation conformité Pont Noir te Pont du Foulay – Reprise voirie PAE – dalles béton & abris de bus
Déchet	620 000	Travaux de déchetterie étude et agrandissement – Projet entrepôt poids lourds – Acquisition conteneurs MP plus abris bacs bio déchets
Eaux pluviales	915 000	Etude faisabilité école Andilly Saint Blaise – Pose conduite DN400 chemin rural Cruseilles – Renforcement canalisation Andilly – Remplacement canalisation effondrée Sain Blaise – Remplacement de conduite DN600 et caméra Allonzier la Caille – Modification réseau Cercier Bellecombe – Machine à fumée – Opération d'urgence
Direction technique	160 000	Enveloppe de sécurité
Direction générale	13 000	Etude aire de sédentarisation – Subvention abattoir
Tourisme	710 000	Etude G2 Bains de la Caille – Travaux sécurisation Bains de la Caille – Travaux HPA
Mobilité	620 000	Etudes complémentaires aménagements cyclables – Acquisition foncière et frais de notaire – Travaux cyclables PAE la Caille / Groisy – Stationnement vélos
TOTAL		7 477 472

6- Les recettes d'investissement

- Emprunt : 3.6 M€
- Subventions : hypothèse de 20% des dépenses d'équipement
- FCTVA : 16.404% des dépenses d'équipement
- Compte de tiers : 231 K€

7- Les équilibres financiers pour 2026

	2025	2025	2026	Δ moy ou moy BP	Ecart BP
	Budget prévisionnel	Réalisé prévisionnel	Budget prévisionnel		
Produits de fonctionnement	16 520 148	16 656 213	16 359 724	-1,0%	-160 424
Produits des services, du domaine et ventes	936 368	824 028	700 100	-25,2%	-236 268
Impôts et taxes	10 891 080	10 888 739	10 879 440	-0,1%	-11 640
Dotations, subventions et participations	4 325 000	4 382 793	4 244 534	-1,9%	-80 466
Autres produits de gestion courante	367 700	519 214	535 650	+45,7%	167 950
Autres produits	0	41 440	0	n/a	0
Charges de fonctionnement	13 561 000	12 595 091	13 910 101	+2,6%	349 101
Charges à caractère général	6 699 500	6 455 254	6 856 661	+2,3%	157 161
Charges de personnel et frais assimilés	4 194 000	3 713 863	4 417 500	+5,3%	223 500
Atténuations de produits	1 080 000	1 030 275	1 048 629	-2,9%	-31 371
Autres charges de gestion courante	1 365 500	1 245 171	1 326 431	-2,9%	-39 069
Charges financières	215 000	144 839	253 880	+18,1%	38 880
Autres charges	7 000	5 689	7 000	0%	0
Epargne de gestion	3 174 148	4 205 961	2 703 503	-14,8%	-470 645
Charges d'intérêts	215 000	144 839	253 880	+18%	38 880
Epargne Brute	2 959 148	4 061 122	2 449 623	-17,2%	-509 525
Remboursement du capital	1 500 000	1 485 354	1 552 569	+3,5%	52 569
Epargne Nette	1 459 148	2 575 768	897 054	-38,5%	-562 094
Dépenses d'investissement	8 582 983	3 530 867	7 472 972	8 027 978	-1 110 011
Dont dépenses d'équipement	8 582 983	3 400 897	7 462 972	8 022 978	-1 120 011
Recettes d'investissement	3 969 157	2 024 513	2 947 320	3 458 239	-1 021 837
Besoin de financement des investissements	4 613 826	1 506 355	4 525 652	4 569 739	-88 175
Epargne nette	1 459 148	2 575 768	897 054	1 178 101	-562 094
Emprunts nouveaux	1 900 000	0	3 600 000	2 750 000	1 700 000
Variation du fonds de roulement	-1 254 678	1 069 413	-28 598	-641 638	1 226 080
FdR au 31/12	928 394	2 223 948	2 195 350	1 561 872	1 266 956
En-cours de dette au 31/12	15 804 323	11 974 204	14 021 634	14 912 979	-1 782 689
Ratio de capacité de désendettement	5,3	2,9	5,7	5,5	0,4
Taux d'épargne brute	17,9%	24,4%	15,0%	16,4%	-2,9%

2. Orientations budgétaires – budget eau

1- Les évolutions de la section de fonctionnement

Evolution des dépenses de fonctionnement :

- Charges à caractère général : +340 K€ (Achats d'eau +79 K€ - Pièces de fontainerie +50 K€ - Espaces verts +85 K€ - Fuites +40 K€)
- Charges de personnel : +39 K€ (Hausse des cotisations assurance et URSSAF – formation)
- Atténuations de produits : +240 K€ (Reversements Agence de l'eau)

Evolution des recettes de fonctionnement :

- Ventes de produits fabriqués : +700 K€ (Vente d'eau +600 K€)

2- Les dépenses d'équipement pour 2026

Projets	Proposition 2026
Achat de module de relèvement sur véhicule * 2	15 000
Frais d'insertion	2 500
Remplacement LS42	40 000
PGSSE	100 000
Raccordement Grand Annecy	781 347
Renouvellement de canalisation la Trossaz Cercier 100mm 400ml	400 000
Renouvellement de canalisation route de chez Vaudey Cruseilles Autoroute 170ml de 300mm	400 000
Recherche de fuite	40 000
Chloration 3 pour 2026	15 000
A définir - Génie civil	15 000
UV Avregny	10 000
Chez Gresat - armoire électrique	7 500
Pompe renfort avenières + rail	15 000
Installations matériel et outillage techniques	2 000
Gerbeur électrique	7 500
Autres	15 000
TOTAL	1 865 847

3- Les équilibres financiers pour 2026

	2025	2025	2026	Δ moy ou moy BP	Ecart BP
	Budget prévisionnel	Réalisé prévisionnel	Budget prévisionnel		
Produits de fonctionnement	3 212 500	3 747 929	4 039 100	+25,7%	826 600
Ventes produits fabriqués, prestations	3 197 500	3 673 754	3 895 100	+21,8%	697 600
Subventions d'exploitation	0	50 000	124 000	n/a	124 000
Autres produits de gestion courante	15 000	24 174	20 000	+33,3%	5 000
Autres produits	0	1	0	n/a	0
Charges de fonctionnement	2 503 168	2 040 723	3 096 745	+23,7%	593 577
Charges à caractère général	1 408 898	868 710	1 749 370	+24,2%	340 472
Charges de personnel et frais assimilés	588 260	575 201	627 200	+6,6%	38 940
Atténuations de produits	350 000	463 624	590 000	+68,6%	240 000
Autres charges de gestion courante	15 510	51 836	18 550	+19,6%	3 040
Charges financières	79 500	29 295	50 625	-36,3%	-28 875
Autres charges dont dotations provisions	61 000	52 056	61 000	0%	0
Epargne de gestion	788 832	1 736 502	992 980	+25,9%	204 148
Charges d'intérêts	79 500	29 295	50 625	-36%	-28 875
Epargne Brute	709 332	1 707 207	942 355	+32,9%	233 023
Remboursement du capital	280 000	269 903	278 238	-0,6%	-1 762
Epargne Nette	429 332	1 437 304	664 117	+54,7%	234 785
Dépenses d'investissement	4 555 389	1 113 681	1 865 847	3 210 618	-2 689 542
Dont dépenses d'équipement	4 555 389	1 113 681	1 865 847	3 210 618	-2 689 542
Recettes d'investissement	1 338 276	358 667	815 669	1 076 973	-522 607
Besoin de financement des investissements	3 217 113	755 014	1 050 178	2 133 646	-2 166 936
Emprunts nouveaux	0	0	0	0	0
Variation du fonds de roulement	-2 787 781	682 290	-386 061	-1 586 921	2 401 721
FdR au 31/12	-280 000	3 190 071	2 804 011	1 262 005	3 084 011
En-cours de dette au 31/12	1 554 373	1 564 470	1 286 232	1 420 302	-268 141
Ratio de capacité de désendettement	2,2	0,9	1,4	1,8	-0,8
Taux d'épargne brute	22,1%	45,6%	23,3%	22,7%	1,3%

3. Orientations budgétaires – budget assainissement

1- Les évolutions de la section de fonctionnement

Evolution des dépenses de fonctionnement :

- Charges à caractère général : +207 K€ (*Faucardage roseaux / espaces verts +110 K€ – Matériel STEP +40 K€ – branchements neufs +10 K€ – Hydrocurage +20 K€ – contrôle branchement +30 K€*)
- Charges de personnel : +32 K€ (*hausse des cotisations assurance et URSSAF – formation*)

Evolution des recettes de fonctionnement :

- Ventes de produits fabriqués : +40 K€ (*principalement les branchements neufs*)

2- Les dépenses d'équipement pour 2026

Projets	Proposition 2026
Frais d'études (STEP La Motte – STEP Copponex – Schéma directeur)	100 000
Frais d'insertion	6 000
Concessions	15 000
Matériel de bureau et informatique <i>dont logiciel Yprésia</i>	33 000
Equipement station débitmètre – Usine	50 000
Travaux de réparation du lit d'épandage suite accident bus – Vovray	50 000
Changement du lit de sable et nettoyage de la zone d'épandage – Menthonnex	40 000
Achat foncier et installation de bio disques – La Motte	300 000
Nettoyage de la zone d'épandage et remise en état de la bâche d'étanchéité – Copponex	50 000
Nettoyage de la zone d'épandage et remise en état de la bâche d'étanchéité – Cercier	25 000
Etude STEP pour la mise en place de bio disques – Copponex	30 000
Nettoyage de la zone d'épandage – Cernex	15 000
Remplacement par S4W (4 appareils) – Sofrel	16 000
Coupe d'arbres – STEP Allonzier	10 000
Réparation du clarificateur – STEP Allonzier	10 000
Poste de relevage – Alouettes Allonzier	80 000
Poste de relevage – Langin Allonzier	80 000
Renouvellement de canalisation - Chef Lieu Villy le Pelloux	100 000
Modification de canalisation – Abergement Cruseilles	250 000
Création de canalisation - Route de la cour Cercier	250 000
TOTAL	1 510 000

3- Les équilibres financiers pour 2026

	2025	2025	2026	Δ moy ou moy BP	Ecart BP
	Budget prévisionnel	Réalisé prévisionnel	Budget prévisionnel		
Produits de fonctionnement	2 464 050	2 563 931	2 526 100	+2,5%	62 050
Ventes produits fabriqués, prestations	2 410 000	2 537 043	2 470 100	+2,5%	60 100
Subventions d'exploitation	42 000	0	40 000	-4,8%	-2 000
Autres produits de gestion courante	6 000	17 688	10 500	+75,0%	4 500
Autres produits	6 050	9 200	5 500	-9,1%	-550
Charges de fonctionnement	1 386 033	1 324 049	1 571 617	+13,4%	185 584
Charges à caractère général	642 150	643 924	848 758	+32,2%	206 608
Charges de personnel et frais assimilés	542 700	532 557	562 700	+3,7%	20 000
Autres charges de gestion courante	40 010	58 997	52 510	+31,2%	12 500
Charges financières	106 173	47 556	72 649	-31,6%	-33 524
Autres charges dont dotations provisions	55 000	41 014	35 000	-36,4%	-20 000
Epargne de gestion	1 184 190	1 287 439	1 027 132	-13,3%	-157 058
Charges d'intérêts	106 173	47 556	72 649	-32%	-33 524
Epargne Brute	1 078 017	1 239 883	954 483	-11,5%	-123 534
Remboursement du capital	510 000	496 587	493 796	-3,2%	-16 204
Epargne Nette	568 017	743 296	460 686	-18,9%	-107 331
Dépenses d'investissement	3 914 444	237 093	1 510 000	2 712 222	-2 404 444
Dont dépenses d'équipement	3 914 444	237 093	1 510 000	2 712 222	-2 404 444
Recettes d'investissement	603 647	0	302 000	452 824	-301 647
Besoin de financement des Investissements	3 310 797	237 093	1 208 000	2 259 399	-2 102 797
Emprunts nouveaux	0	0	0	0	0
Variation du fonds de roulement	-2 742 780	506 203	-747 314	-1 745 047	1 995 467
FdR au 31/12	0	3 248 983	2 501 670	1 250 835	2 501 669
En-cours de dette au 31/12	2 984 741	2 998 154	2 504 358	2 744 550	-480 383
Ratio de capacité de désendettement	2,8	2,4	2,6	2,7	-0,1
Taux d'épargne brute	43,7%	48,4%	37,8%	40,8%	-6,0%

6. Informations en matière de personnel

Synthèse du dernier bilan social

Effectif
au 31/12/2025

	2021	2022	2023	2024	2025
Agent(s) CNRACL	66	66	65	62	61
Agent(s) IRCANTEC	18	26	30	34	28
Total	84	92	95	96	89

Répartition de l'effectif par sexe

au 31/12/2025

	Homme	Femme	Total	% Femmes
< 30 ans	1	5	6	83,3%
30-34 ans	3	8	11	72,7%
35-39 ans	7	7	14	50,0%
40-44 ans	2	10	12	83,3%
45-49 ans	5	6	11	54,5%
50-54 ans	7	9	16	56,3%
55-59 ans	1	10	11	90,9%
60 et +	3	5	8	62,5%
Total	29	60	89	67,4%

Répartition de l'effectif par catégorie et par statut

au 31/12/2025

	Homme	Femme	Total	% Femmes
Agent CNRACL, catégorie A	3	1	4	25,0%
Agent CNRACL, catégorie B	1	8	9	88,9%
Agent CNRACL, catégorie C	17	35	52	67,3%
Agent IRCANTEC	8	16	24	66,7%
Total	29	60	89	67,4%

Evolution de la masse salariale

au 31/12/2025

	2021	2022	2023	2024	2025
Traitement brut indiciaire + NBI + CTI (le cas échéant)	2 956 172 €	3 293 238 €	3 441 737 €	3 783 909 €	3 804 932 €
Régime indemnitaire	446 865 €	521 558 €	565 144 €	630 424 €	630 042 €
Dont RIFSEEP - IFSE	346 415 €	414 088 €	455 284 €	517 224 €	518 660 €
Dont AUTRES PRIMES (hors CIA)	100 450 €	107 470 €	109 860 €	113 200 €	111 382 €
Total	3 403 037 €	3 814 796 €	4 006 881 €	4 414 333 €	4 434 974 €

Durée effective du temps de travail

Durée hebdomadaire de travail	39h	37h	35h
Nb de jours ARTT pour un agent à temps complet	23	12	0
Temps partiel 80%	18.4	9.6	0
Temps partiel 50%	11.5	6	0

7. Glossaire

AC	Attribution de compensation
CC	Communauté de communes
CCPC	Communauté de communes du Pays de Cruseilles
CFE	Cotisation foncière des entreprises
CGCT	Code général des collectivités territoriales
CNRACL	Caisse de retraites des agents des collectivités locales
CVAE	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises
DCRTP	Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle
DETR	Dotation d'équipement des territoires ruraux
DGF	Dotation globale de fonctionnement
DILICO	Dispositif de lissage des recettes fiscales des collectivités territoriales
DOB	Débat d'orientation budgétaire
DPV	Dotation politique de la ville
DSIL	Dotation de soutien à l'investissement local
EPCI	Etablissement public de coopération intercommunale
EPT	Equivalent temps plein
FCTVA	Fonds de compensation à la TVA
FIT	Fonds d'investissement pour les territoires
FNGIR	Fonds national de garantie individuelle des ressources
FPIC	Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales
GEMAPI	Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations
IFER	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux
LFI	Loi de finances initiale
PIB	Produit intérieur brut
PLF	Projet de loi de finances
TASCOM	Taxe sur la surface commerciale
TEOM	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères
TFB	Taxe foncière bâtie
TFNB	Taxe foncière non bâtie
TH	Taxe d'habitation
THLV	Taxe d'habitation sur les logements vacants
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée